



RADIEUSE ET PLUS ÉNERGIQUE E2-E3

Natasha St-Pier prend goût à la mode avec les années et les exigences du métier

# LE SOLEIL

QUÉBEC, LE MARDI 21 AOÛT 2001

www.cyberpresse.ca

COMMISSION DES ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LA LANGUE FRANÇAISE

## De solides assises pour le français

### Gérald Larose propose des amendements aux Chartes et la création d'une citoyenneté québécoise

MARIE CAOUCETTE

MCAoquette@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Le rapport final de la Commission des états généraux sur la langue française recommande au gouvernement du Québec de «foncer tout droit», selon les termes de son président Gérald Larose, afin d'asseoir le français comme la seule langue officielle au Québec.

Plutôt que de rédiger une nouvelle Constitution, «un processus long et complexe», les commissaires recommandent de modifier la Charte de la langue française et la Charte des droits et libertés pour y inscrire les nouveaux droits fondamentaux octroyés à la langue française et à ses usagers. La commission recommande aussi la création d'une citoyenneté québécoise dont les effets demeurent flous pour l'instant, sinon pour les immigrants.

Au nombre des nouveaux droits que la commission veut voir enchâssés, on propose que la langue de Molière devienne la langue officielle de l'administration (les lois n'auraient plus à être adoptées en anglais). La commission recommande aussi que l'apprentissage du français soit inscrit dans la Charte des droits et libertés comme un droit fondamental au même titre que les autres droits économiques et sociaux déjà protégés. Le réseau d'écoles anglaises continuerait de jouir d'une protection constitutionnelle tout comme les écoles offrant l'enseignement des langues amérindienne et inuite.

Ce sont quelques-unes des 149 recommandations formulées par la commission qui rendait public hier matin

Voir FRANÇAIS en A 2 ►

AUTRES TEXTES

- Dans les entreprises Page A 3
- Landry prudent Page A 3
- Enseignants et syndicats Page A 3



La commission présidée par Gérald Larose a remis un rapport de 300 pages contenant 149 recommandations.

## Il y aura des amendements à la Charte de la langue, affirme Diane Lemieux

### La ministre est moins catégorique sur la question de la citoyenneté québécoise

LIA LEVESQUE

Presse canadienne



Diane Lemieux

MONTRÉAL — Québec souhaite définir l'ébauche d'une nouvelle politique linguistique au cours de l'automne, sans qu'elle soit toutefois adoptée dès ce moment, et procédera ensuite dans les meilleurs délais à des amendements à la Charte de la langue française.

«Ça, c'est sûr», a tranché la ministre Diane Lemieux, responsable de la Charte de la langue française. La ministre, qui a reçu le rapport de la Commission Larose il y a quelques jours, doit discuter du dossier avec tous ses collègues ministres avant de statuer.

Une douzaine de ministères sont interpellés par le rapport, a-t-elle noté au cours d'une rencontre avec la presse, à ses bureaux de Montréal.

Parmi les amendements envisagés à la Charte de la langue française, elle a signalé ceux portant sur le commerce électronique et les sites Web, des phénomènes qui n'existaient pas à l'époque où la loi 101 a été adoptée, en 1977.

Interrogée sur les questions plus controversées de la citoyenneté qué-

Voir AMENDEMENTS en A 2 ►

La nouvelle politique linguistique sera ébauchée à l'automne

## Un journal médical plaide pour des piqueries sécuritaires

HELEN BRANSWELL

Presse canadienne

TORONTO — Les toxicomanes canadiens devraient pouvoir bénéficier de piqueries sécuritaires et sous surveillance, soutient le *Journal de l'Association médicale canadienne*, en éditorial.

Publiée dans les pages de ce journal, une nouvelle étude sur le sujet fait état des coûts élevés des soins de santé reliés aux utilisateurs de drogues injectables du quartier est du centre-ville de Vancouver, qui compte la plus forte concentration d'usagers de drogue au pays.

« Il faudra un certain sang-froid pour aller de l'avant avec cette idée, reconnaît la publication médicale.

Mais nous pouvons rendre la vie des toxicomanes un peu meilleure et les quartiers un peu plus sécuritaires. En toute logique, les piqueries sous surveillance se veulent l'étape suivante, combinant les mérites du réalisme et de la compassion. »

Ancien utilisateur de drogues injectables, Earl Crow affirme quant à lui que la nécessité de telles piqueries se fait criante à Vancouver. « Une seule

Voir PIQUERIES en A 2 ►

AUJOURD'HUI

Sports



**Commotion à New York.** Eric Lindros a endossé hier un chandail des Rangers portant le numéro 88. Il a signé un contrat qui pourrait atteindre 38 millions \$, mais qui est assorti de plusieurs conditions relatives à sa santé. A Philadelphie, Bobby Clarke se dit «soulagé» Page E 26.

## Nouvelles baisses des taux en vue

### Les économistes doutent que la Fed puisse contrer une récession

■ NEW YORK (d'après Reuters, AP et New York Times) — La Réserve fédérale américaine baissera vraisemblablement ses taux directeurs aujourd'hui. Mais devant la faiblesse de l'économie des pays industrialisés, plusieurs économistes doutent que ce geste ait des effets palpables à court ou moyen terme.

Si elle procédait effectivement à une diminution de 25 points de base, comme s'y attendent la Bourse et les marchés obligataires, le Fed réduirait son taux pour une septième fois consécutive depuis janvier. Ses cinq premières baisses, toutes de 50 points de base, sont la plus importante offensive de la sorte menée par la banque centrale américaine depuis 1982. Les États-Unis traversaient alors la pire récession de leur histoire depuis la crise des années 1930.

**Une nouvelle hausse ne relancerait pas automatiquement l'investissement**

Les taux de la Fed sont passés de 6,50 % à 3,50 % au cours des derniers mois. Une nouvelle réduction jouerait surtout sur les secteurs de l'économie sensibles à l'évolution des taux, comme la construction automobile et l'immobilier, deux domaines qui d'ailleurs ont assez bien résisté au ralentissement de l'activité. Mais elle ne relancerait pas automatiquement l'investissement.

« Ce qu'il importe de comprendre, c'est qu'il faut du temps et que la baisse des taux ne va pas pour autant accélérer la reprise des affaires, » dit Charles Van Vleet (Crédit Suisse Asset Management).

VERS UNE RÉCESSION

Certains acteurs importants de l'économie ont d'ailleurs demandé à Alan Greenspan, président de la Fed, d'abaisser ses taux de 50 points de base, plutôt que 25, en raison des performances décevantes des autres économies occidentales.

Dans une lettre adressée à Greenspan, le président de l'Association nationale des manufacturiers, Jerry Jasinowski, affirme qu'une action plus musclée est nécessaire «pour contrer une détérioration économique outre-mer aussi soudaine qu'imprévue», qui laisse entrevoir la menace d'une récession mondiale.

Les dernières données d'un peu partout à travers le monde montrent que plusieurs puissances économiques régionales — l'Italie et l'Allemagne, le Mexique et le Brésil, le Japon et Singapour — stagnent alors que les écono-

Voir TAUX en A 2 ►

LES CANADIENS OPPOSÉS AU CLONAGE HUMAIN...



LA MÉTÉO



**Maximum 21, minimum 14**  
Nuageux avec averses en matinée. Demain, passages nuageux. Détails page E 28

**Précipitations (à 13 h hier)**  
Ce mois-ci: 42,0 mm Lan dernier: 64,9 mm  
Cette saison: 271,7 mm Saison dernière: 363,8 mm

QUÉBEC, 105<sup>e</sup> ANNÉE, N° 231  
FLORIDE, 1,75 \$ US  
MONTRÉAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES



55¢ PLUS TAXES

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CAHIER A</b>	
La Capitale et ses régions	3 à 7
Le Québec et le Canada	8 à 10
Le Monde	11
Opinions	12
<b>CAHIER B</b>	
Argent	1 à 6
Bourses	3, 4 et 6
Décès	5
<b>EXTRA</b>	
Mode	2 à 4
Arts et spectacles	5 à 9
Télévision	6 et 7
Votre agenda	9
Diversissements	10 et 11
Annonces classées	12 à 16
Sports	16 à 27
Statistiques	18 à 20

## LE SOLEIL

## POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Annonces classées	844-4444
Carrières et Professions	686-3270
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, Québec  
Adresse postale : C.P. 1547, Succ.  
Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada inc., membre de Gesca tte. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Rand, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

## C'ÉTAIT HIER

1991 — Boris Eltsine et ses partisans font avorter le putsch communiste, qui n'aura vécu que 61 heures. — La Lettonie proclame son indépendance.

1990 — La fermeture de l'usine de papier Mont-Rolland entraîne la mise à pied de 200 employés.

1988 — Dix mille personnes manifestent en Tchécoslovaquie à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'intervention des pays du Pacte de Varsovie, qui met fin au « Printemps de Prague ».

1986 — Des émanations de gaz toxique provenant du fond du lac Nyos au Cameroun font 1887 morts.

1985 — Les opposants d'extrême gauche philippins organisent la plus importante manifestation anti-Marcos devant le palais présidentiel à Manille.

1980 — Neuf membres d'équipage d'un sous-marin à propulsion nucléaire soviétique perdent la vie dans un incendie à bord, à l'est d'Okinawa, au Japon.

1976 — L'avocate Gabrielle Vallée devient la première femme nommée à la direction de la Cour supérieure de Québec.

1975 — Washington lève l'embargo sur les relations commerciales avec Cuba, imposé depuis 12 ans aux filiales de sociétés américaines, mais l'embargo sur le commerce direct entre les États-Unis et Cuba demeure en vigueur.

## TAUX

Suite de la Une

mistes comptaient sur leur vigueur pour compenser le ralentissement observé chez l'Oncle Sam.

« Nous sommes passés d'une période de croissance à une période de ralentissement plus vite qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire depuis la crise du pétrole » en 1973, affirme Stephen S. Roach, économiste en chef chez Morgan Stanley, une banque d'investissement de New York.

« Quand on s'arrête aussi brusquement, cela fait le même effet que de traverser un pare-brise. »

À la différence que cette fois-ci, on ne peut attribuer le spleen général à aucun facteur en particulier, ce qui fait croire aux économistes que la croissance prendra du temps à revenir.

L'économie mondiale, évaluée à 33 trillions \$, devrait s'accroître d'environ 2% cette année, soit un peu plus qu'elle ne l'a fait durant les récessions internationales de 1982 et 1991.

Malgré tout, la Maison-Blanche s'attend à ce que l'économie américaine prenne du mieux et croisse de 3,2% en 2002, ce qui contrasterait avec la croissance estimée de 1,7% cette année. L'administration Bush fonde son optimisme sur l'effet combiné de ses 40 milliards de baisse d'impôts, d'une chute marquée des taux d'intérêt et d'une inflation toujours tenue en échec.

## PIQUERIES

Suite de la Une

ne serait pas suffisante », avance M. Crow, âgé de 40 ans, aujourd'hui président d'une association d'usagers de drogue de Vancouver.

« Je les verrais bien en construire six et être toujours dépassés (par la demande). Je suis catégorique, je suis certain que les gens s'en serviraient », ajoute-t-il.

Les ruelles du secteur est du centre-ville de Vancouver, qui sépare les quartiers touristiques de Gastown et Chinatown, servent de piqueries en plein air.

Insensibles aux rats et aux ordures, aux excréments et à l'urine, les toxicomanes s'injectent leur dose au vu et au su de tous, et dans des conditions de stérilité contraaires à toutes les normes en vigueur en matière de santé.

« Ils se servent d'eau impropre à la consommation pour s'injecter la drogue », illustre M. Crow, qui fume désormais la cocaïne et l'héroïne qu'il consomme. Dans de telles conditions, ajoute-t-il, il n'est pas étonnant qu'une très forte proportion des usagers de drogue du quartier aient contracté le VIH ou l'hépatite C, parfois même les deux.

Selon le Dr Martin Schechter, responsable de l'organisme Vancouver Injection Drug Users Study, pas moins de 90% d'entre eux se retrouvent aux prises avec l'hépatite C, et près de 40% sont infectés par le VIH.

## L'Agence mondiale antidopage en réunion pour choisir son siège

TALLINN (AP) — L'Agence mondiale antidopage (AMA) a entamé hier une réunion de 48 heures dans la capitale estonienne afin de choisir la ville où l'organisation siègera.

Les 33 membres du comité de la fondation, la plus haute autorité décisionnelle de l'AMA, décideront aujourd'hui entre les cinq villes candidates : Bonn, Lausanne, Montréal, Stockholm et Vienne.

Lausanne, Montréal et Vienne sont données favorites après une première évaluation effectuée par le comité au début du mois. Fondée en 1999, l'Agence mondiale antidopage est temporairement installée à Lausanne, en Suisse.

Accueillir l'AMA nécessitera un budget de plus de 20 millions \$, mais devrait apporter « un certain prestige » à la ville choisie. L'Agence créera également des emplois pour les laboratoires liés au sport, a ajouté Richard Pound, président de l'AMA.

Parmi les sujets de discussion, figure l'harmonisation des règlements et des sanctions en cas de dopage. L'AMA espère avoir des règles uniques pour les Jeux olympiques d'Athènes en 2002.

## FRANÇAIS

Suite de la Une

le rapport final de 300 pages qu'elle a remis au gouvernement du Québec après un an de travail.

## DANS LES ÉCOLES

Le réseau de l'enseignement sera passablement chambardé si le gouvernement entérine les propositions Larose, notamment pour l'enseignement de l'anglais. Comme cela avait été annoncé en juin, dans le rapport d'étape de la commission, les heures d'enseignement de l'anglais doubleraient (de quelque 600 à 1200 heures) mais seraient concentrées à la fin du primaire et au milieu et à la fin du secondaire. Il faut que « le ministère de l'Éducation change son fusil d'épaule » et accepte que l'anglais soit offert plus tard et de façon plus concentrée, disait Gerald Larose en conférence de presse, hier matin.

L'objectif de la commission est d'offrir un environnement efficace afin que les élèves acquièrent une connaissance fonctionnelle de cette langue, ajoutait le président. Notons que les cégeps seraient aussi mis à contribution pour assurer une formation avancée en anglais ainsi que l'enseignement d'une troisième langue. La commission recommande encore qu'on utilise des logiciels français dans les programmes techniques de tous les cégeps, tant anglophones que francophones.

**Le retour des dictées, des concours de rédaction est souhaité**

Quant aux mesures proposées pour améliorer l'enseignement du français à l'école, elles reposent beaucoup sur une meilleure formation de tous les maîtres qui devraient se mettre à un examen national avant de d'obtenir le droit de travailler.

On recommande aussi que les élèves subissent un test à la fin de chaque cycle afin de mesurer leurs acquis et qu'ils reçoivent une aide de mise à niveau en cas d'échec. Les commissaires souhaitent le retour des dictées, des concours de rédaction et de l'enseignement des grands textes littéraires pour rehausser le contenu des programmes de français. « On ne devrait pas ériger les dictées comme une valeur absolue, disait M. Larose en entrevue, mais ce n'est pas mauvais et on ne devrait pas les écarter. »

Signalons que la commission estime que l'apprentissage du français devrait commencer dès la garderie, surtout dans les milieux qui accueillent des immigrants.

Sur le plan de l'immigration, la commission recommande au Québec de prendre le contrôle total de la sélection des immigrants. On souhaite aussi que le Québec marque officiellement leur accession à la citoyenneté québécoise par une cérémonie similaire à celle organisée par les autorités fédérales. En entrevue téléphonique en après-midi, Gerald Larose n'était pas contre l'idée que le gouvernement formalise l'appartenance à la citoyenneté québécoise pour tous les citoyens : il suffirait, suggérait-il, qu'on leur expédie un document au moment de l'envoi de la carte d'électeur ou de la carte d'assurance-maladie.

## AMENDEMENTS

Suite de la Une

béquoise et de la constitutionnalisation des principes de la politique linguistique, la ministre n'a pas voulu s'avancer, renvoyant les journalistes à ses collègues ministres responsables de ces dossiers.

Le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Joseph Facal, doit justement aborder ces sujets aujourd'hui, en conférence de presse.

« Il nous reste de très gros travaux à faire au cours des prochaines semaines », a commenté la ministre Lemieux, avant de parler d'un « renouvellement de cette politique linguistique dans les meilleurs délais ».

## STÉPHANE DION

À Yellowknife, le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, a déjà jeté de l'eau sur le feu allumé par la commission dans ses requêtes au gouvernement fédéral. La commission demandait par exemple à Ottawa de respecter le principe de la nette prédominance du français dans son affichage au Québec.

« C'est une fin de non-recevoir. Penser qu'on aurait un endroit, au Canada, où la Loi sur les langues officielles ne s'appliquerait pas? Non. Elle s'appliquera au Québec comme elle s'applique partout, selon la compétence fédérale », a rétorqué le ministre Dion.

## Une Britannique réclame le droit de mourir

LONDRES (AFP) — Une Britannique totalement paralysée par une dégénérescence nerveuse incurable a demandé hier à la justice que son mari puisse l'aider à se suicider sans être passible de poursuites.

Le parquet général britannique, déjà saisi le mois dernier de la demande de Diane Pretty, 42 ans, a prévenu qu'il ne pouvait pas garantir l'impunité de son époux si celui-ci l'aidait à se suicider, a indiqué l'association de défense des droits civiques Liberty.

M<sup>me</sup> Pretty, soutenue par Liberty et une association pour le droit à l'euthanasie, a contesté cet avis hier à Londres en faisant appel devant la Haute Cour de justice.

« Dans la plupart des cas, les gens peuvent prendre la décision de se suicider », a déclaré le directeur de Liberty, John Wadham. « Il en va autrement pour M<sup>me</sup> Pretty, qui ne peut mettre en œuvre une telle décision ».

« Je veux que la cour connaisse mon souhait de mourir au moment de mon choix, dans la dignité, maintenant que j'ai perdu l'usage de toutes mes fonctions, à l'exception de mon cerveau », a déclaré Diane Pretty, citée dans un communiqué de Liberty.

« J'espère que la justice me donnera la chance d'exaucer ce dernier souhait », a poursuivi cette mère de famille du Bedfordshire (centre de l'Angleterre).

La loi sur le suicide (Suicide Act) de 1961 prévoit des poursuites pénales en cas d'aide au suicide, mais les avocats de M<sup>me</sup> Pretty et de Liberty estiment ces dispositions contraaires à la Convention européenne des droits de l'homme.

Obliger M<sup>me</sup> Pretty à rester en vie dans son état s'apparente à un « traitement inhumain ou dégradant » proscrit par l'article 3 de cette convention telle que transcrite dans le droit britannique, font-ils valoir.

C'est la première fois en Grande-Bretagne que la Convention européenne des droits de l'homme est invoquée dans une affaire d'euthanasie, selon Liberty.

La maladie dont souffre Diane Pretty, mariée depuis 25 ans, a été diagnostiquée chez elle en 1999. Cette maladie d'origine inconnue frappe en général des gens âgés d'une soixantaine d'années, qui en meurent le plus souvent dans les trois à cinq ans.

loto-québec résultats	
Panco	
Quintessence	
Tirage du 2001-08-20	
3 4	
285 4295	
Extra	
Tirage du 2001-08-20	
NUMERO: 861055	
Le jeu doit rester un jeu	
En vertu de l'arrangement de libre jeu n° 9, le joueur qui a perdu au jeu de hasard de hasard sera remboursé de la moitié de la somme de son jeu.	
I.V.A. LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC	

La Lingère

SIMONS HABILLE VOS NUITS ET VOUS OFFRE LE CONFORT SANS COMPROMIS



89.<sup>95</sup> Jumeau bourre 22 onces  
LA COUETTE DUVET BLANC -CHÉRUBIN-

Luxueuse, légère, cette couette vous offre le confort doux de la bourre en duvet blanc canadien et européen de première qualité. Construction en boîtes décalées avec enveloppe en pur coton blanc 260 fils au pouce afin de retenir et de maintenir la bourre bien en place. Double 28 onces 119.95, grand 32 onces 129.95, très grand 38 onces 159.95



14.<sup>99</sup> Standard 20x26 pouces, bourre 32 onces  
L'OREILLER EN PLUMETTES -CHÉRUBIN-

Confectionné de fines plumettes d'oiseaux aquatiques de première qualité, cet oreiller offre une bourre gonflante qui procure un maintien idéal si vous dormez sur le côté et reprend sa forme même après un usage prolongé. Enveloppe luxueuse en pur coton 260 fils au pouce. Grand 20x29 pouces 40 onces 16.99, très grand 20x36 pouces 48 onces 19.99



29.<sup>95</sup> Jumeau  
LE PROTÈGE-MATELAS DE LUXE -DUVETINE-

Dessus pur coton blanc satiné 220 fils au pouce, matelassé afin d'accroître le volume de la bourre polyester très généreuse de Du Parc et de vous procurer un confort supérieur. Pourtour haute tenue «Expand-a-Grip» qui s'ajuste parfaitement même sur les matelas ayant jusqu'à 18 pouces d'épaisseur. Double 39.95, grand 49.95, très grand 59.95

la maison  
**simons**

QUÉBEC PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX-QUÉBEC | MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHÉLINE O. PROMENADES ST-BRUNO | SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

# LA CAPITALE

## ET SES RÉGIONS

### FRANCISATION DES ENTREPRISES

# Les employés auraient leur mot à dire

MARIE CAQUETTE  
MCAquette@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les efforts de francisation en milieu de travail devraient bénéficier d'un second souffle avec la création de comités d'entreprises qui seront désormais paritaires, incluant les employés des entreprises, si le gouvernement du Québec retient l'approche proposée par la Commission des états généraux sur la langue française.

«Les acteurs se sont déplacés. Ce ne sont plus les Anglo-Québécois, mais l'anglo-américanisme envahissant qui nous menace», disait le président de la commission, Gérald Larose, en entrevue.

«Il faut une nouvelle stratégie pour faire face aux plus gros plutôt que de se laisser distraire par les plus petits», expliquait-il. La place qu'on veut donner aux travailleurs sur les nouveaux comités vise à les mobiliser: «C'est très clair que si les employés sont mobilisés, ça va bouger. Les comités disposeront de ressources et l'office (de la langue française)

pourra entrer sur les lieux de travail, ce qu'il ne peut faire présentement, disait le président de la commission.

«Actuellement, il n'y a pas 6% des comités de francisation qui fonctionnent.»

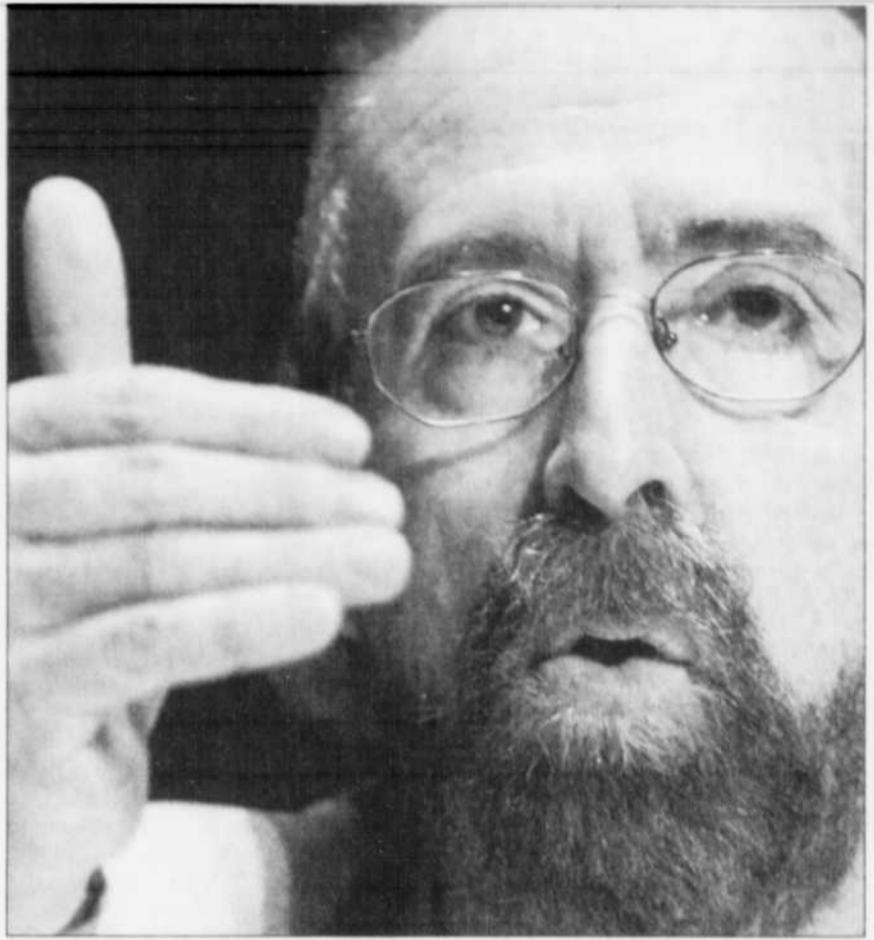
Le travail de francisation s'inscrira aussi dans une stratégie globale avec la fusion des quatre offices actuels en un seul organisme, avance l'ancien syndicaliste. Ce nouvel organisme remplacera l'Office de la langue française, le Conseil de la langue française, la Commission de protection de la langue française et la Commission de toponymie. «Il ne se laissera pas en-

traîner dans de très petites affaires; l'aspect disciplinaire sera en lien avec des objectifs stratégiques. Si le secteur du transport aérien fait problème, illustre-t-il, on sévira là plutôt que de se préoccuper des sous-verre dans les bars.»

#### CHANGEMENT DE MÉTHODE

Le rapport note qu'il y aura un changement dans les méthodes de travail. Les plaintes ne déboucheront plus automatiquement sur des accusations. Le nouvel organisme trouvera plutôt, avec ses interlocuteurs, des moyens pour les amener à respecter les dispositions de la loi avant que le dossier soit renvoyé devant un tribunal.

Quant aux dénominations sociales souvent anglaises des entreprises, on ne peut que souhaiter la collaboration des municipalités et du gouvernement fédéral pour s'assurer, à l'avenir, de leur conformité à la loi 101. La commission espère aussi plus d'ouverture d'Ottawa pour que l'affichage sur ses bâtiments, au Québec, respecte la règle de la prééminence du français.



«Ce ne sont plus les Anglo-Québécois, mais l'anglo-américanisme envahissant qui nous menace», affirme le président de la commission, Gérald Larose.

**Les petites infractions occuperaient moins l'attention**

## Landry ne se mouille pas

JONQUIÈRE (PC) — Le gouvernement n'a encore pris aucune position face au rapport Larose sur la langue française, a indiqué hier soir le premier ministre du Québec, Bernard Landry.

«Nous recevons ce rapport. Nous avons beaucoup d'estime pour ceux qui l'ont produit. Nous allons l'examiner en profondeur et décider de la politique gouvernementale en temps et lieu», a-t-il déclaré.

De passage au Saguenay à l'occasion de l'investiture du Parti québécois dans le comté de Jonquière, M. Landry a garanti que le rapport Larose ne demeurera pas lettre morte. «Il y aura des suites, c'est sûr, et nous allons faire les choix», a affirmé le premier ministre.

M. Landry s'est félicité du climat général qui se dégage du rapport. «Le ton et l'attitude générale sont ceux du gouvernement, a-t-il constaté. Ce n'est pas une attitude vindicative, qui dérange l'ordre et la paix linguistique que nous avons.»

Le débat linguistique peut soulever des passions, même au sein du Parti québécois. Mais cela n'inquiète pas le chef du gouvernement. «Dans un grand parti d'idées comme le nôtre, il y a toujours divers courants. Cela permet les débats», croit-il.

M. Landry a aussi lancé un appel au gouvernement fédéral pour qu'à son tour, il respecte les dispositions des lois linguistiques sur le territoire du Québec. «Normalement, le fédéral devrait comprendre spontanément, a-t-il dit. On peut toujours négocier de bonne foi et tenter de leur faire comprendre le bien-fondé de la loi 101, leur réexpliquer, nous verrons.»

Dans l'affichage des services qu'il offre aux citoyens québécois, le gouvernement fédéral pratique la politique du bilinguisme décrite par la Loi des langues officielles, même dans les régions peuplées presque totalement par des francophones.

La loi 101 réclame que la prédominance de la langue française soit observée dans l'affichage. Prédominance veut dire que la présence du français doit être plus visible que celle de toute autre langue, y compris l'anglais.

M. Landry n'a pas voulu se prononcer non plus sur la pertinence de créer une citoyenneté québécoise, comme le suggère la commission que présidait Gérald Larose «Toutes les idées de M. Larose sont à l'étude», a conclu le premier ministre.

#### LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Voici quelques-unes des principales recommandations de la Commission sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec :

- ☐ Fusion de l'Office de la langue française, du Conseil de la langue française, de la Commission de protection de la langue française et de la Commission de toponymie en un seul organisme, qui assurera toutes les fonctions liées à la défense, au maintien et au développement du français.
- ☐ Création d'une citoyenneté québécoise, en sus de la citoyenneté canadienne, qui reconnaîtrait que le français langue commune est une caractéristique prépondérante de cette citoyenneté.
- ☐ Inscription des principes fondamentaux de la politique linguistique dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.
- ☐ Étude de façon intensive, dès la fin du primaire, de l'enseignement de l'anglais langue seconde.
- ☐ Imposition aux futurs enseignants d'un examen national vérifiant leur compétence en français.
- ☐ Attitude attentive du gouvernement du Québec, habilité à prendre tous les moyens disponibles pour empêcher que des parents contourner la loi 101 en envoyant leur(s)

enfant(s) à l'école anglaise privée non subventionnée pendant une courte durée, de façon à les rendre admissibles à l'enseignement en anglais dans le réseau public au Québec (ce qui ne serait pas le cas s'ils ne fréquentaient pas d'abord cette école non subventionnée).

☐ Limite de l'enseignement en anglais aux disciplines scientifiques universitaires, de façon à ce que les étudiants reçoivent leur formation en français.

☐ Création d'un tribunal spécialisé au sein de la Cour du Québec pour traiter les dossiers d'infraction à la Charte de la langue française.

☐ Introduction progressive d'une troisième langue à partir du secondaire.

☐ Rappel que le français est la langue de travail au Québec et que l'exigence de la connaissance de l'anglais doit être justifiée.

☐ Respect par le gouvernement fédéral du principe de la nette prédominance du français dans son affichage au Québec.

☐ Souhait que l'expression «en français» signifie en français de qualité.



Molière, auteur (1622-1673)

Source: Commission sur la langue française

INFOGRAPHIE: PC / LE SOLEIL

#### L'ANGLAIS, LANGUE SECONDE

Modifications suggérées par la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française dans le dispositif d'enseignement de l'anglais langue seconde:

☐ **Début du primaire:** consolidation de la connaissance et de la maîtrise de la langue française ainsi qu'un éveil des enfants aux langues étrangères.

☐ **Dernier cycle du primaire, milieu et fin du secondaire:** enseignement concentré

avec création d'un milieu culturel anglais et un nombre d'heures d'enseignement au moins deux fois supérieur à ce qui existe présentement.

Il est aussi recommandé que l'enseignement de l'anglais soit confié à des personnes qui maîtrisent l'anglais, connaissent le milieu anglophone et possèdent une formation en enseignement des langues secondes.

Source: CEGSALF

PC / LESOLEIL

#### LA POPULATION FRANCOPHONE DE MONTRÉAL

	1996	1971		
Francophones de la région métropolitaine habitant l'île - en %	42,4	65,8		
Anglophones de la région métropolitaine habitant l'île - en %	78,4	75,4		
Allophones de la région métropolitaine habitant l'île - en %	82,5	92,5		
Population francophone sur l'île de Montréal - en %	1996	1986	*2016	*2041
*Prévisions	55,6	61,8	50,0	43,0

Source: CEGSALF

INFOGRAPHIE: PC / LE SO

## Le milieu scolaire donne une bonne note, les syndicats se montrent prudents

MONTRÉAL (PC) — Dans le monde scolaire, les recommandations de la Commission Larose sont généralement très bien reçues.

Le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron, s'est dit heureux des recommandations portant notamment sur l'importance de la qualité du français, d'une meilleure formation des maîtres et de la nécessité que chaque élève ait son dictionnaire et sa grammaire.

M. Caron émet cependant des réserves pour ce qui est de l'enseignement de l'anglais de façon intensive dès la fin du primaire, du moins tant que le curriculum actuel ne sera pas modifié.

Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, applaudit lui aussi aux dispositions sur la qualité du français, sur un meilleur apprentissage avant l'arrivée au cégep. «On avait plaidé fortement pour que l'apprentissage de la langue maternelle soit extrêmement fort», a-t-il confié au cours d'un entretien téléphonique.

M. Boucher se réjouit aussi du fait que la commission n'ait pas rendu obligatoire la fréquentation en français du cégep, pour les enfants d'immigrants qui doivent déjà aller à l'école primaire et secondaire en français.

Pour ce qui est de la formation des enseignants à une meilleure maîtrise du français, M. Boucher croit que le problème «dépassé de loin la question de la formation des maîtres.»

Chez les étudiants, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Martin Simard, s'est dit satisfait du fait que la commission ait respecté le libre choix en matière de langue d'enseignement au cégep, comme elle-même le conseillait.

#### SYNDICATS

Du côté syndical, c'est la FTQ qui a manifesté le plus de réserves à l'endroit du rapport.

Son secrétaire général, René Roy, s'est dit déçu des recommandations sur la francisation des milieux de travail, les trouvant trop timides. Les comités de francisation qui sont encore actifs manquent de moyens, a-t-il noté.

Il faut savoir que l'approche de francisation par secteur d'activités —

prônée par la commission — est tentée par la FTQ en collaboration avec l'Office de la langue française depuis 1990, dans le secteur de l'aérospatiale, avec un succès mitigé.

De nombreux syndics de la FTQ étaient venus témoigner devant la commission des embûches rencontrées: postes déclarés bilingues de façon quasi systématique, manuels d'instructions en anglais, etc.

À la CSN, on se fait plus modéré. L'une des vice-présidentes, Denise Boucher, a qualifié le rapport de «pas dans la bonne direction», tout en ayant souhaité à voix haute qu'il soit allé plus loin.



Le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron, est heureux des recommandations portant sur la qualité du français.



Le secrétaire général de la FTQ, René Roy, a émis plusieurs réserves.

# Liquidation Laquerre

0,9% disponible sur la plupart des modèles

**Jimmy SLE 4x4 tout équipé**  
4 p.  
~~40 860\$~~  
36 999\$ + Tr.  
4 000\$ CDR

**32 999\$ Comptant**

**1,9% camions Sierra**

Chez **GM Laquerre** Laurier-Station

*C'est moins cher!*

**GMC Sierra SLT K-Cab 4x4 tout équipé**  
Quick Silver  
~~45 930\$~~  
39 999\$  
2 000\$ CDR

**37 999\$ comptant**

Photos à titre indicatif seulement

124, rue Olivier, sortie 278, Autoroute Jean Lesage, Laurier-Station 418-728-4233 • 1 800 463-9332

## Joé Juneau promoteur immobilier

Le hockeyeur du Canadien de Montréal investira 12 millions dans un projet de 75 habitations sur les bords de la Jacques-Cartier

MICHEL GODIN

Collaboration spéciale

PONT-ROUGE — À 20 minutes de Québec, en plein cœur de Pont-Rouge, le hockeyeur professionnel Joé Juneau s'apprête à construire un développement résidentiel de 12 millions \$. D'ici quelques années, le nouvel attaquant du Canadien de Montréal, dans la LNH, entend construire 75 habitations unifamiliales ou multifamiliales sur les rives de la Jacques-Cartier, dans le secteur Dansereau.

« La beauté du projet, c'est que l'on prend un site extraordinaire, qui était inutilisé et gaspillé, pour le revitaliser. Du même coup, on rend la rivière accessible à tous », a expliqué Juneau. Pour l'instant, il entend investir 2 millions \$ dans une première phase d'une dizaine d'habitations. La deuxième phase pourrait être enclenchée dans deux à cinq ans, mentionne prudemment l'athlète né à Pont-Rouge.

Depuis quelques jours, la machinerie a envahi les Terrasses Dansereau pour les transformer en un développement résidentiel à l'architecture harmonisée. Ainsi, toutes les nouvelles constructions devront respecter rigoureusement certaines conditions relatives à la pente du toit, aux matériaux utilisés et à l'obligation de posséder une galerie comme celles des maisons d'autrefois. « Nous voulons recréer le vieux Pont-Rouge », a lancé Pierre Rondeau, chargé de la gestion du projet.

### PROJET FAMILIAL

Lors de la visite du SOLEIL, hier, des travailleurs s'affairaient à ériger des infrastructures routières. L'asphaltage devrait se faire à l'automne. « Afin de susciter l'intérêt, nous prévoyons fabriquer une ou deux maisons modèles », a indiqué Joé Juneau, heureux de voir prendre forme un projet qu'il mijote depuis cinq ans. Elles seront construites par Gestion JJJ, une entreprise de construction homologuée, propriété de son frère Jacques.

Même si quelques-uns sont plus spacieux, les terrains des Terrasses Dansereau auront une superficie moyenne de 7000 pieds carrés. À la grandeur du développement, le terrain a été aménagé afin de créer des paliers qui assureront à tous les propriétaires une vue



Joé Juneau veut investir dans son patelin les millions \$ gagnés en jouant notamment pour les Bruins de Boston et les Capitals de Washington.

sur la rivière. Un parc commun accessible pour tous les résidents du secteur sera également aménagé en bordure de la Jacques-Cartier. Les amateurs de plein air y trouveront assurément leur compte, puisque le développement est à quelques centaines de mètres seulement de la piste multifonctionnelle Dansereau, où on peut y pratiquer entre autres le vélo et le ski de fond.

« Je cherchais une façon de réinvestir dans le coin l'argent que j'ai gagné aux États-Unis. Ce projet est une belle

opportunité. On pourra le développer à notre goût. En plus, il me permettra de créer des emplois dans la région, en plus de faire travailler mes deux frères », a raconté Juneau pour expliquer son intérêt dans l'immobilier.

Les résidences des Terrasses Dansereau seront vendues entre 100 000 \$ et 200 000 \$ selon la grandeur du terrain et du modèle sélectionné. « En raison des prix, nous visons surtout une clientèle de second acheteur de maison », a conclu Pierre Rondeau.

## PARCS ET RÉSERVES

# La tarification n'a pas enlevé aux Québécois le goût du plein air

Partout, l'achalandage a connu une hausse par rapport à l'an dernier

MARC LESTAGE

MLeitage@lesoleil.com

■ QUÉBEC — La décision d'imposer un tarif quotidien de 3,50 \$ pour fréquenter les parcs et réserves de Québec ne semble pas avoir fait perdre le goût du plein air aux Québécois.

« Nous avons connu notre meilleure saison », jubile Isabelle Cartier, la directrice du Parc de la rivière Jacques-Cartier. « Tout s'est très bien passé, malgré l'imposition du tarif quotidien », confirme M<sup>me</sup> Cartier, qui assure que la fréquentation surpasse déjà largement les données de la dernière saison.

Dans le parc de la Jacques-Cartier, la tarification des séjours quotidiens s'accompagnait, ce printemps, de la décision de récupérer la gestion des services de location de canots et kayaks ainsi que du camping. « Il en est résulté un surcroît d'activités, surtout avec l'ouverture d'une boutique de vente de vêtements de sport identifiés au parc, de même qu'une boutique d'art autochtone qui remporte beaucoup de succès auprès des visiteurs européens », explique la directrice par intérim du parc.

### MÊME CHOSE AILLEURS

Tous les autres parcs et réserves de Québec semblent d'ailleurs avoir profité d'un nouvel engouement, malgré l'imposition de tarifs, assure pour sa part le directeur des communications de la Société des établissements de plein air du Québec, Jean-Pierre Guay.

« Nous avions prévu une baisse de la fréquentation de 25 %, mais il n'en est rien. Certains parcs, dont celui de la

Pointe-Taillon en bordure du lac Saint-Jean, ont enregistré une augmentation d'achalandage de 30 % », constate le haut fonctionnaire.

Du côté du ministère, on appréhendait cette baisse de fréquentation en s'appuyant sur l'expérience de Parcs Canada où une chute de fréquentation de cet ordre s'est produite, au début des années 80, quand on a décidé d'imposer des tarifs pour visiter certains parcs à vocation historique (Citadelle, etc.).

**Le gouvernement québécois espérait en tirer des revenus d'environ 3 millions \$, un objectif qui sera dépassé**

Le ministère espérait collecter des revenus d'environ 2,5 à 3 millions \$ avec sa nouvelle politique. Il semble que le montant objectif sera facilement dépassé. La réglementation établissant la tarification précise bien que ces sommes supplémentaires devront nécessairement être dépensées dans l'amélioration de l'infrastructure de chaque parc où les sommes sont perçues.

Les parcs et réserves de Québec reçoivent environ 4 millions de visiteurs/jour par année.

## Le juge oblige un abuseur d'enfants à suivre une thérapie

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

QUÉBEC — Le juge Jacques Trudel a pris tous les moyens pour obliger Charles Viau, un abuseur d'enfants, à suivre une thérapie pour régler son problème de déviance sexuelle.

Selon un rapport sexologique préparé par les spécialistes de Robert-Giffard, l'accusé de 38 ans n'est pas un bon candidat à une thérapie parce qu'il ne reconnaît pas son problème. Décrit comme un pédophile homosexuel primaire, Viau présente des risques de récidive.

Devant ces faits, la procureure de la Couronne, Me Nadine Dubois, a demandé au juge d'imposer une peine de 30 mois à purger dans un pénitencier fédéral. Dans le cas d'une peine de plus de deux ans, l'accusé n'est pas soumis à une période de probation à sa sortie de prison.

Le juge Trudel a préféré imposer une sentence de deux ans moins un jour, pour y ajouter une probation de trois ans. Six mois après sa sortie de prison, Viau devra commencer sa thérapie. « C'est un ordre du tribunal », a bien précisé le juge à l'accusé.

Le magistrat a aussi expliqué à Viau

que s'il ne complétait pas la thérapie pendant sa probation, il commettrait par ce fait un acte criminel, soit un bris de probation, ce qui le ramènerait devant le tribunal.

Le juge a dit espérer que la période de détention fera réfléchir l'accusé sur les torts causés aux victimes, et que cette réflexion le placera dans de bonnes dispositions pour entamer la thérapie.

Viau a abusé en 1984 d'un garçon de quatre ans, qu'il obligeait à toucher à son pénis. Des gestes semblables ont été posés entre 1996 et 1998 sur un autre garçon de cinq ans, au début des gestes reprochés. Dans le deuxième cas, il s'agissait du garçon d'une colocataire qu'il gardait à l'occasion.

Viau n'acceptait pas que sa deuxième victime rejette ses demandes de masturbation. Il menaçait alors l'enfant de lui faire mal. À deux occasions, il a mis ses menaces à exécution, une fois avec une giflette et l'autre fois en tirant une balle de peinture sur le garçon.

Par crainte de représailles, la jeune victime n'a rien dit tant que Viau demeurait avec sa mère. Mais dès le démenagement, il a tout raconté de l'enfer que son gardien lui a fait vivre à une dizaine de reprises.

## Le National Geographic Traveler ouvre ses pages au fjord du Saguenay

■ CHICOUTIMI (PC) — Le *National Geographic Traveler*, un magazine qui se fait un devoir de faire découvrir à ses lecteurs les plus beaux coins de la planète, ouvre ses pages au fjord du Saguenay.

Pour le compte de la publication américaine, un journaliste et un photographe découvriront le fjord du Saguenay en kayak de mer, cette semaine. Ils le feront en se greffant à un groupe régulier de 15 touristes dirigés par les guides de Québec Hors-Circuits.

Le groupe a quitté Sainte-Rose-du-Nord hier matin. Il terminera sa randonnée vendredi, à Tadoussac.

Le *National Geographic Traveler* se veut le petit frère touristique du prestigieux *National Geographic*. La revue s'adresse principalement aux touristes et aux voyageurs. Chaque numéro est vendu à environ 800 000 exemplaires, principalement aux États-Unis.

« Carl (Walsh, le photographe) a proposé au magazine l'idée de réaliser un

reportage sur le fjord du Saguenay, explique Mel White, un journaliste pigiste qui écrit pour le *National Geographic Traveler* depuis quelques années. Son idée a été acceptée et on m'a proposé d'écrire l'article. J'ai accepté tout de suite. C'est une belle occasion de découvrir une nouvelle partie du monde. »

Mel White ne sait pas encore sous quel angle il fera découvrir le fjord du Saguenay à ses lecteurs. Il inclura probablement des éléments qui ont marqué l'histoire de la région, comme l'aluminium et les papeteries. Pour le reste, il improvisera à la lumière de ses découvertes.

« Je n'ai jamais vu une baleine de ma vie, lance-t-il. Ce sera quelque chose

de très excitant. Je vais faire le voyage et on verra. J'ai hâte parce que je n'ai jamais visité le Québec, je n'ai jamais navigué sur une rivière comme le Saguenay, sur un fjord. Ce sera un nouvel environnement pour moi. »

« J'ai vu des photographies du fjord, j'ai vu les falaises. Je m'attends à découvrir de très belles choses. J'ai fait des recherches avant de me présenter ici. J'ai même trouvé un essai très intéressant sur la région du Saguenay. Je me suis aussi informé sur les baleines. »

Mel White a déjà rédigé plusieurs articles de fond pour le magazine américain. Un reportage s'étend habituellement sur une dizaine de pages. Celui sur le fjord du Saguenay devrait être publié l'été prochain.

« Le magazine veut que le lecteur, après avoir lu l'article, puisse lui aussi vivre l'aventure, explique Mel White. Si l'article paraissait en octobre, le lecteur devrait patienter neuf mois. »

**30<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE**

**Nouvelle édition**

# AUGMENTEZ VOS VENTES

<b>Vente au détail</b> (vente en magasin)	<b>Gérance de vente</b>	<b>Relation avec la clientèle</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Accueillir vos clients</li> <li>Qualifier vos clients</li> <li>Conclure la vente</li> <li>Répondre aux objections</li> <li>Faire la vente complémentaire</li> <li>Éviter les « 2<sup>ème</sup> entrevues »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recruter des gagnants</li> <li>Entraîner votre personnel</li> <li>Évaluer leur performance</li> <li>Motiver votre équipe</li> <li>Exercer votre leadership</li> <li>Tenir des réunions stimulantes</li> <li>Organiser des concours</li> <li>Gérer vos priorités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Traiter les plaintes avec tact</li> <li>Communiquer efficacement</li> <li>Fidéliser votre clientèle</li> <li>Maîtriser le téléphone</li> <li>Améliorer votre image</li> <li>Maintenir votre motivation</li> </ul>
<b>Durée : 1 jour</b> Qué. : 26 sept. Mtl. : 19 sept.	<b>Durée : 3 jours</b> Qué. : 13-14-15 nov. / Mtl. : 22-23-24 oct.	<b>Durée : 1 jour</b> Qué. : 05 sept. Mtl. : 29 août

**Vente stratégique<sup>MD</sup>**

<ul style="list-style-type: none"> <li>Conclure la vente</li> <li>Répondre aux objections</li> <li>Qualifier vos prospects</li> <li>Gérer votre clientèle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer une attitude gagnante</li> <li>Justifier vos prix</li> <li>Prospecter avec succès</li> <li>Argumenter avec aplomb</li> </ul>
<b>Durée : 2 jours</b> Qué. : 27-28 août / 20-21 sept. Mtl. : 06-07 sept. / 04-05 oct. Sherbrooke : 10-11 sept. / Rimouski : 04-05 oct.	<b>Durée : 2 jours</b> Rouyn-Noranda : 20-21 sept. / Chicoutimi : 24-25 sept. / Rimouski : 04-05 oct.

Val d'Or : 22-23 oct.

**Informez-vous sur nos conférences et nos séminaires privés**

**Inscrivez-vous dès maintenant**

Tél. : Montréal (514) 673-1124 / 1 800 463-7246  
 Québec : (418) 626-7498 - Téléc. : (418) 626-6264  
 Internet : www.roger-st-hilaire.com

**Cours de vente Roger St-Hilaire**

Instructeur : Roger St-Hilaire / Instructeur : Simon St-Hilaire

Ensemble, ils ont formé plus de vendeurs au Québec que tous les autres formateurs réunis.

## Cinq ans de prison pour avoir violé une adolescence sous la menace de ciseaux

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

QUÉBEC — Robert Gravel est condamné à cinq ans de pénitencier pour avoir commis un viol sous la menace de ciseaux. L'homme de 37 ans, de Québec, a placé les ciseaux dans le lit près de la victime pour la convaincre de cesser de résister à ses avances.

Le juge Jacques Trudel a imposé cette sentence après avoir entendu la procureure de la Couronne, M<sup>me</sup> Nadine Dubois, résumer un rapport sexologique très négatif à l'endroit de l'accusé. Risques élevés de récidive et non-reconnaissance des torts causés sont des points du rapport sur lesquels M<sup>me</sup> Dubois s'est appuyée pour demander une sentence sévère.

Gravel et la victime de 16 ans, une jeune fille décrite comme très naïve, se sont rencontrés tout à fait par hasard, dans la rue, le soir du 23 juin 2000. Ils entament la conversation et marchent ensemble le temps que l'adolescente aille porter son chat chez un ami.

Jusque-là, l'accusé lui semblait un homme très gentil. C'est la raison pour

laquelle elle a accepté de le suivre chez lui. Les choses se sont rapidement gâtées. À l'ordre de se déshabiller, la jeune fille a répondu non.

**Robert Gravel, 37 ans, a abusé d'une jeune fille de 16 ans le 23 juin 2000**

Gravel l'a alors poussée sur le lit puis a placé les ciseaux près d'elle. Ce qui a mis fin à la résistance de la victime.

### PEU COOPÉRATIF

Gravel a très peu collaboré avec les spécialistes de Robert-Giffard pour la préparation du rapport sexologique. Il a invoqué des troubles de mémoire pour ne pas se souvenir de certains détails. Le rapport décrit l'accusé comme un homme nourrissant une colère envers la société en général, et les femmes en particulier.

« Vous avez abusé d'elle d'une façon presque sauvage », a dit le juge Trudel à l'accusé avant de rendre sa sentence.

**RESTAURANT**

# L'OPÉRA

Succulents Fruits de mer

## Salons Bars L'Opéra

### 10 appareils LOTERIE VIDÉO

Excellent combiné filet mignon de l'Ouest et crevettes Entrecôte de New York.

Copieux déjeuners fruités

3265, chemin Sainte-Foy (angle Duplessis) 654-0019



Guylaine Breton, organisatrice du groupe, et Dorothee Mathieu, qui avait choisi la combinaison chanceuse, sont ici entourées de quelques-unes des 18 heureuses gagnantes. La photo remonte à l'an passé.

## THETFORD MINES

# Un gros lot qui n'a pas changé le monde, mais l'atmosphère de travail

IAN BUSSIÈRES  
Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — Gagner le gros lot, ça ne change peut-être pas le monde, sauf que ça peut drôlement changer une atmosphère de travail quand le quart des employées d'une usine se partagent une cagnotte de plusieurs millions \$ et que les autres se retrouvent avec rien parce qu'elles ne participaient malheureusement pas au groupe de loterie.

Un an après avoir vu 18 de leurs collègues de travail remporter 10 millions \$ au Lotto 6/49, la cinquantaine d'autres couturières de Confection Jocelyne Jacques, de Thetford Mines, ont décidé de se mettre elles aussi à la loterie, de sorte que la totalité des 65 employées de l'usine font maintenant partie du groupe.

« Il n'y avait auparavant aucun groupe de loterie dont toutes les employées faisaient partie, mais c'est maintenant chose faite depuis le gros lot de l'an dernier », précise M<sup>me</sup> Chantal Jacques, directrice de la production de l'usine.

Plus riches de 555 555 \$, 11 des gagnantes ont dit un « bye bye boss » définitif dans les semaines et les mois qui ont suivi leur bonne fortune, cinq

ont choisi de conserver leur travail et leur salaire variant entre 7 \$ et 9 \$ l'heure alors qu'une autre est partie pour finalement revenir quelques mois plus tard.

### TENSIONS

Une couturière qui préfère garder l'anonymat a cependant confié que l'ambiance de travail avait beaucoup changé durant les quelques mois qui ont suivi le coup de chance de 18 d'entre elles, une information qui est corroborée par Chantal Jacques.

« Il y a peut-être eu un peu de jalousie au départ. Plusieurs de celles qui avaient choisi de ne pas participer au groupe étaient déçues de ne pas avoir eu leur part du gâteau et ça a créé des tensions pendant deux ou trois mois.

Cependant, le fait qu'elles fassent maintenant toutes partie du même groupe a aidé à améliorer les choses », a poursuivi M<sup>me</sup> Jacques.

### FINIE, LA PÉNURIE!

Cette dernière est d'ailleurs fort heureuse d'avoir pu garder six des 18 gagnantes dans son usine, elle qui avait dû composer avec une pénurie de personnel dans les jours et les semaines qui avaient suivi le gros lot.

« Nous avions eu quelques problèmes sur la chaîne de production mais, heureusement, ça s'était réglé assez rapidement puisque seulement cinq ou six filles avaient quitté pour de bon dans les jours suivants. Les autres étaient parties progressivement jusqu'à la période des Fêtes et, maintenant, tout est rentré dans l'ordre. Nous ne manquons plus d'employées », conclut-elle.

Quant aux 18 gagnantes, elles ont célébré le premier anniversaire de leurs millions de façon sobre en souplant ensemble vendredi dernier. La plupart préfèrent aujourd'hui ne plus parler aux médias au sujet du gros lot, le plus élevé jamais gagné au Lotto 6/49 dans la région de l'Amiante.

## ODEURS CHEZ ALEX COUTURE André Boisclair intervient

Un labo sur place pour analyser les gaz atmosphériques de l'usine

MARC SAINT-PIERRE  
MSPierre@lesoleil.com

CHARNY — Afin d'avoir l'heure juste sur ce qui se passe chez Alex Couture inc., le ministère de l'Environnement fera intervenir son laboratoire mobile d'analyse des gaz atmosphériques TAGA 6000, dès aujourd'hui, à Charny. C'est ce qu'ont indiqué le ministre André Boisclair lui-même, par voie de communiqué, et la direction régionale du ministère de l'Environnement de Chaudière-Appalaches de vive voix, hier.

« L'envoi du laboratoire fait suite aux constats effectués par les représentants de la Direction régionale de la Chaudière-Appalaches du ministère de l'Environnement à l'effet que les correctifs apportés par l'entreprise à ses biofiltres, au début du mois d'août, sont insuffisants pour réduire les odeurs à un niveau acceptable », a indiqué le ministre dans sa communication aux médias.

À la Direction régionale, la directrice par intérim, Angèle Bilodeau, a précisé que le TAGA 6000 permettra à ses équipes de cerner plus précisément les sources d'odeurs émanant de l'usine de traitement de cadavres d'animaux et, en même temps, d'identifier les points les plus chauds du territoire de Charny à ce chapitre.

« Le TAGA 6000 apportera des informations additionnelles aux constats déjà effectués par nos équipes », a résumé M<sup>me</sup> Bilodeau.

C'est depuis le début de l'été que les résidents de Charny sont indisposés par les odeurs fortes de l'usine d'Alex Couture. Des odeurs constantes qui l'ont notamment amenée à porter des centaines de plaintes auprès de son administration municipale et du ministère de l'Environnement.

Fin juillet, la direction régionale a d'ailleurs servi un avis d'infraction à l'équarisseur, avec à la clé l'obligation de remédier à la situation. Ce que la direction a tenté de faire en ajoutant au mètre de copeaux de bois déjà disposés sur ses biofiltres quelque 30 centimètres de copeaux additionnels, une opération complétée le 10 août.

Par delà le constat du ministre et de la direction régionale que cette mesure a été insuffisante, s'ajoute le témoignage du directeur général de la Ville, Michel Hallé. « La semaine dernière, c'a été l'enfer. Il y a eu une pluie de plaintes. Les 14, 15 et 16 (août), c'a senti partout dans la ville », a-t-il précisé à l'occasion d'un entretien accordé au SOLEIL.

« Aujourd'hui (hier), les plaintes proviennent de Saint-Rédempteur. Les vents sont de l'autre côté », a ajouté M. Hallé, soulignant que l'objectif de l'administration municipale tient mordicus à ce que la situation redevienne meilleure qu'elle ne l'était avant que ne se manifestent les problèmes actuels.

Des propos de la directrice régionale, il est ressorti que le ministère de l'Environnement est déterminé à amener Alex Couture à proposer un plan d'action pour régler ces problèmes une fois pour toutes.

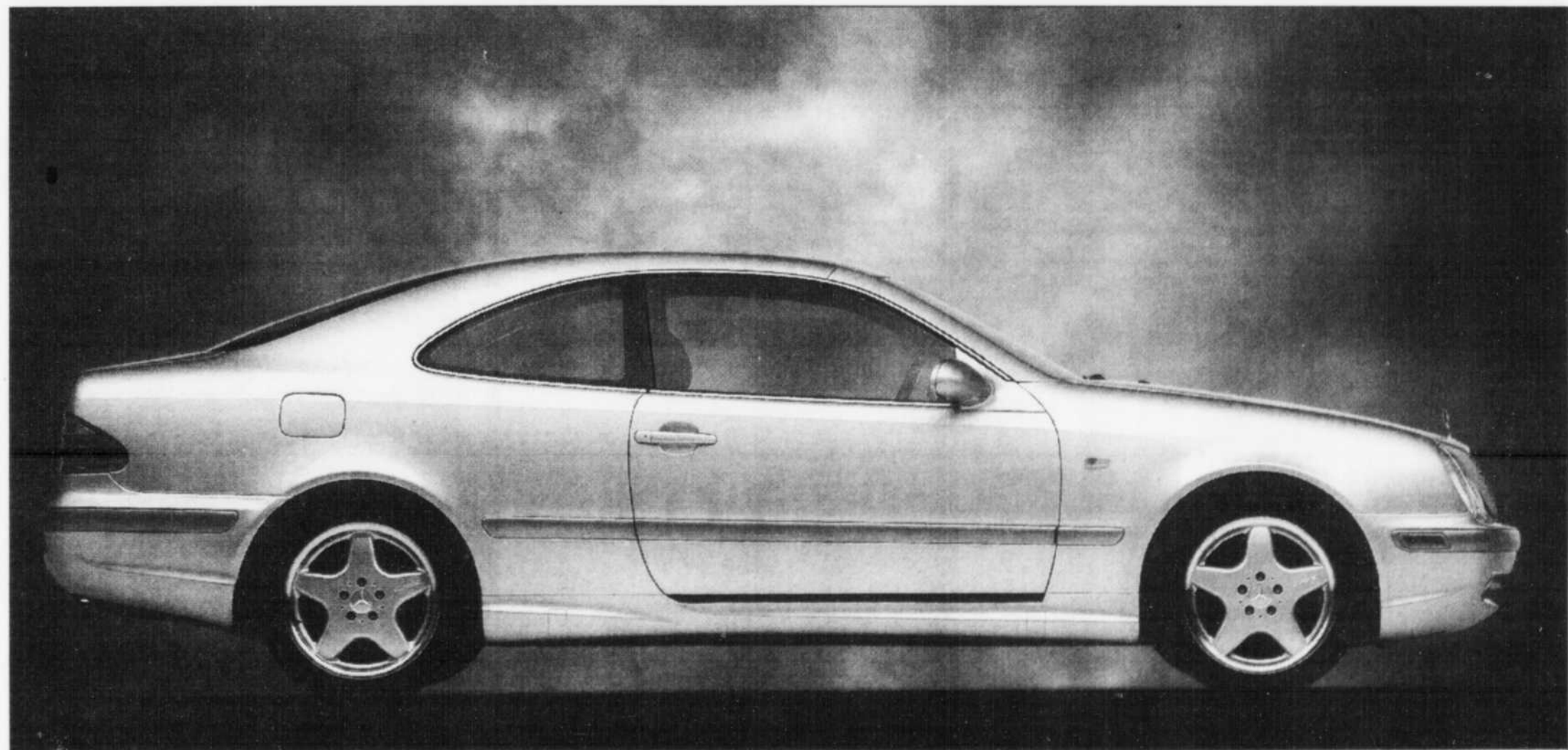
Le ministre Boisclair a noté de son côté que seront mis en œuvre « tous les moyens à notre disposition pour que la situation s'améliore rapidement afin que les citoyens incommodes puissent bénéficier de la qualité de l'environnement à laquelle ils ont droit ».

Chez l'équarisseur, en l'absence du directeur de la gestion, Sylvain Dubois, on est demeuré muet hier.

Avec ses 50 employés, l'usine d'Alex Couture traite quotidiennement deux millions de livres de sous-produits d'animaux.



Les résidents de Charny sont indisposés depuis le début de l'été. Le TAGA 6000 permettra de cerner plus précisément la source du problème.



**Vous allez souffrir quand vous la ferez garer par quelqu'un d'autre.**

CLK. Donner les clés d'une Mercedes-Benz CLK est un des actes les plus pénibles qui soit. Après tout, il n'est pas facile d'abandonner une automobile qui allie aussi

parfaitement la forme et la fonction. Mais que cela ne vous empêche pas de venir essayer un de nos modèles CLK. Certains sacrifices en valent la peine.



599\$\*\*/mois  
Une valeur équitable



**Chatel Automobiles Ltée**  
Témoin de votre réussite...  
1350, Bouvier, Québec Tél.: (418) 628-6336  
www.chatel.mercedes-benz.ca

Satellite de  
**Chatel Automobiles Ltée**  
au 171, boul. Ste-Anne, Pointe-au-Père G5M 1C3  
Vente et service 1800 353-0911

Entrez dans l'univers Mercedes-Benz avec les articles griffés du catalogue La Collection en visitant [www.mercedes-benz.ca](http://www.mercedes-benz.ca)

\*\* Offre d'une durée limitée à l'intention des clients approuvés par Mercedes-Benz Credit Canada Inc. Les chiffres s'appliquent à un crédit-bail simple bas kilométrage de 24 mois pour une CLK 320 2001 neuve. À la mise en vigueur du bail, le client est tenu de verser un acompte de 927\$, le premier versement mensuel de 599\$, un dépôt de garantie remboursable de 700\$, les frais de transport et de préparation, les taxes, les droits d'immatriculation. La franchise est limitée à 36 000 km. Des frais de 20¢ le kilomètre s'appliqueront aux kilomètres excédentaires. Pour plus de détails demandez à votre représentant chez Chatel Auto. Photo à titre indicatif seulement.

## AGRESSION À L'ENTRE-NOUS

## Jean Hétu accusé de tentative de meurtre

GUY BENJAMIN  
GBenjamin@lesoleil.com

■ QUÉBEC— Jean Hétu, a été formellement accusé de tentative de meurtre, hier, au palais de justice de Québec. L'homme de 51 ans s'est livré hier matin aux policiers de Val-Bélair, qui le recherchaient à la suite d'une agression à la bouteille cassée survenue au cabaret de danseuses nues l'Entre-Nous.

L'agresseur s'est livré hier matin aux policiers de Val-Bélair

Hétu est ce joueur de vidéopoker qui n'aurait pas du tout apprécié se faire déranger par un jeune homme de 19 ans, le soir du 16 août. La jeune victime aurait accroché Hétu par mégarde en sortant des toilettes.

L'accusé a répliqué en frappant le jeune homme à la gorge avec un tesson de bouteille, ratant de peu, selon la police, la carotide. La plaie a nécessité plusieurs points de suture. Les policiers ont fait savoir que la victime de l'agression a pris du mieux, au point de quitter l'hôpital.

Activement recherché par les policiers qui connaissaient son identité, mais ignoraient son adresse, Hétu a décidé de se livrer hier matin. En après-midi, il comparaitrait au pa-



Hétu (au centre) a déjà été condamné pour de la violence, de la fraude, des vols et du trafic de stupéfiants.

lais de justice pour faire face à une accusation de tentative de meurtre, et une de voies de fait graves.

Par la voix de son avocat, M<sup>e</sup> Michel Barrette, il a choisi un procès devant juge et jury. La Couronne s'étant objectée à sa remise en liberté, Hétu devra attendre jusqu'à lundi prochain avant de subir son enquête sur remise en liberté.

Hétu, récemment arrivé dans la région de Québec, possède un dossier judiciaire très chargé. Des crimes pour la grande majorité commis dans le district judiciaire de Montréal. Selon les policiers, le casier judiciaire de Hétu est garni de nombreuses condamnations en matière de violence, de fraude, de vols et de stupéfiants.

## Appel entendu

La présumée incendiaire de Beaupré attendra la suite des procédures en maison de transition plutôt qu'en prison

GUY BENJAMIN  
GBenjamin@lesoleil.com

■ QUÉBEC— L'appel à l'aide lancé par la présumée incendiaire de Beaupré a été entendu. Le juge Michel Auger a en effet accepté que la femme de 37 ans réside dans une maison de transition au lieu de demeurer en prison, en attendant la suite des procédures judiciaires.

«J'ai besoin d'aide! Est-ce qu'on peut m'aider?» avait lancé l'accusée au juge à l'issue d'une longue enquête sur remise en liberté, vendredi dernier. Le juge s'était donné la fin de semaine pour réfléchir à la question.

L'avocat de la défense, M<sup>e</sup> Michel Roberge, avait longuement plaidé que sa cliente avait besoin de soins et d'attention que le centre de détention ne peut lui prodiguer. La maison de transition offre les services de criminologue, de psychologue et de travailleur social.

Le juge s'est appuyé sur le rapport d'un psychiatre pour accepter que la femme quitte le centre de détention. Selon ce rapport, l'accusée ne constitue plus un danger pour elle-même, ni pour la société. Sa conduite depuis les événements reprochés est positive, selon le rapport.

Comme condition de remise en liberté, l'accusée devra demeurer en tout temps à la maison de transition PECH. Elle pourra sortir uniquement en compagnie d'une intervenante de la maison. Interdiction lui est faite de communiquer avec les propriétaires des deux maisons incendiées.

La femme aurait mis le feu à deux maisons de Beaupré, à dix minutes d'intervalle, le soir du 27 juillet. De nombreuses ordonnances de non-publication entourent cette histoire, pour protéger l'identité d'une fillette qui aurait été victime d'agression sexuelle.

Les ordonnances visent l'identité de l'accusée, les faits relatifs à la cause, et l'identité des deux propriétaires des maisons incendiées, et ce, même si ces derniers ont donné des entrevues aux médias écrits et télévisés au lendemain des incendies.

En plus des deux accusations d'incendie criminel, la femme fait face à des accusations de port d'arme dans un dessein dangereux, d'utilisation négligente d'une arme à feu et de possession de matières explosives, soit des cocktails Molotov qui auraient servi à allumer les incendies. Elle reviendra devant le tribunal le 31 août pour la divulgation de la preuve.



La logique Saturn: 15 000 \$ c'est moins que 20 000 \$.



Notre populaire compacte SL 2001

LA SÉRIE S DE SATURN repose sur un principe bien simple : vous offrir le maximum à un coût minimum. Nous avons élaboré ce principe afin de vous permettre d'utiliser vos économies pour des choses plus importantes, comme manger, vous loger et suivre des cours de piano.

Chaque Saturn de la série S comprend : garantie de remboursement de 30 jours ou 2500 km, expérience d'achat sans tracas ni marchandage, panneaux de polymère résistant à la corrosion, garantie 5 ans/100 000 km sur groupe propulseur et garantie de 3 ans/60 000 km. PDSF comprenant les frais de transport, la préparation à la route et la taxe d'accise.

Achetez en ligne à saturncanada.com • 1 888 4SATURN

L'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du bail, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

1,9%

Financement à l'achat jusqu'à 60 mois  
disponible sur tous les modèles S.

176\$  
mensuel de 48 mois  
2,9% taux de location  
170\$ comptant 14 998\$ PDSF

Mensualité	213 \$	191 \$	176 \$
Comptant	0 \$	1000 \$	1700 \$



Pour faire tout autrement

Saturn Saab Isuzu de Québec  
765, rue Marais  
Québec  
681-5777

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud  
4585, boul. de la Rive-Sud  
Lévis  
835-1888

Saturn Isuzu de Sainte-Foy  
3330, rue Watt  
Sainte-Foy  
653-1312

Saturn Isuzu du Saguenay  
1330, boul. du Royaume  
Chicoutimi  
549-3320

## FORMATION PROFESSIONNELLE

## Relation d'aide et psychothérapie

Êtes-vous passionné par les relations humaines?



Colette Portelance  
cofondatrice



Marie Portelance  
directrice générale

Choisissez la formation à l'Approche non-directive créatrice<sup>SM</sup> de Colette Portelance qui se donne à Montréal et à Québec.

Soirées d'information  
(places limitées, réservation obligatoire)

à Montréal le mercredi 5 septembre 2001 à 19h  
à Québec le mardi 11 septembre 2001 à 19h

Programme disponible sur demande

Téléphone: (514) 598-7758

www.cram-eif.org



## FORMATION UNIVERSITAIRE

## CERTIFICAT EN GESTION DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

## COURS OFFERTS

- > L'ENTREPRISE ET SA GESTION
- > TENDANCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DU TOURISME
- > DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS TOURISTIQUES
- > MARKETING RELATIONNEL ET QUALITÉ DES SERVICES
- > CRÉATION ET MISE EN VALEUR DES ATTRAITS TOURISTIQUES

DATE LIMITE  
D'INSCRIPTION:

24 AOÛT 2001

DÉBUT DES COURS:

31 AOÛT 2001

RENSEIGNEZ-VOUS  
DÈS MAINTENANT:

Téléphone : (418) 656-5039

Adresse électronique :  
michele.dion@fsa.ulaval.ca

UNIVERSITÉ  
LAVAL  
Ajout d'un Québec, d'un monde.

fso  
Faculté  
des sciences de  
l'administration

## VIRUS DU NIL OCCIDENTAL

# Surveillance accrue dans le sud-ouest du Québec

CLAUDE VAILLANCOURT  
Cvillancourt@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Le Québec reste encore plus sur ses gardes depuis la probabilité que deux oiseaux, trouvés morts la semaine dernière en Ontario, sont probablement décédés du redoutable virus du Nil occidental, un virus qui s'attaque aux humains et qui a fait 10 morts aux États-Unis depuis 1999.

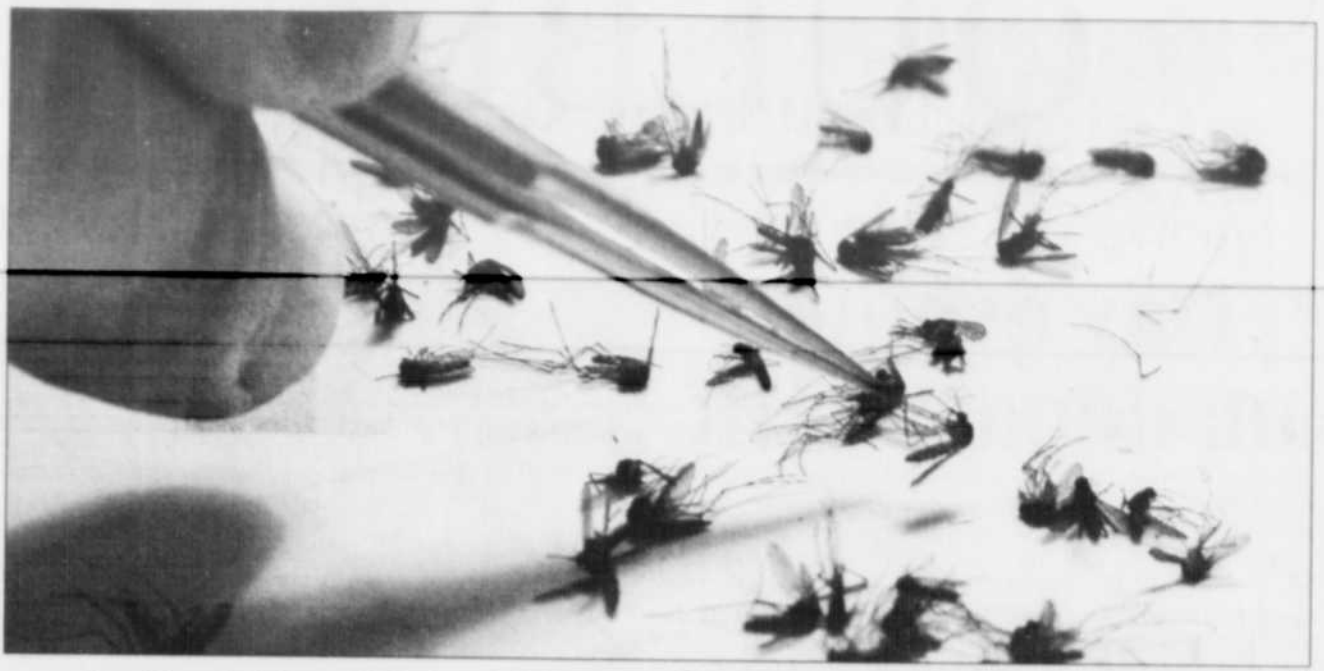
Depuis le 20 mai 2001, date à laquelle on a demandé aux gens de signaler tout oiseau retrouvé mort sur le territoire, 3366 oiseaux ont été rapportés. De ce nombre, les spécialistes du Centre québécois sur la santé des animaux sauvages ont identifié 627 corvidés (l'espèce qui les intéresse particulièrement) et fait des analyses poussées sur 235 d'entre eux. À leur grand bonheur, ils n'ont détecté aucune trace du virus.

« Bien plus, explique la docteure Monique Douville-Fradet, épidémiologiste à la Direction de la santé publique, nos gens ont jusqu'à maintenant capturé, identifié, compté et préservé à une température de -80 degrés Celsius plus de 18 000 spécimens de moustiques adultes ».

C'est par les moustiques que des corvidés comme la corneille d'Amérique, le grand corbeau, le geai bleu et le mésangeai du Canada (geai du Canada) attrapent le virus.

Les épidémiologistes et le personnel qui les entoure s'acharnent donc à prévenir la maladie comme des abeilles œuvrent sans cesse dans leurs ruches. « La possibilité de la découverte du virus sur notre territoire va diminuer après les deux ou trois premiers gels de l'automne », précise M<sup>me</sup> Douville-Fradet.

Mais, c'est dans les régions du sud-ouest du Québec, « un lieu de migration des moustiques » que les efforts sont davantage concentrés. Une surveillance importante est donc effec-



Les régions de Gatineau, Sainte-Anne-de-Bellevue, Baie-d'Urfé, Montréal, Valleyfield, Franklin, Hemmingford et Venise-en-Québec sont des bassins de migration des moustiques.

tuée dans les régions de Gatineau, Sainte-Anne-de-Bellevue, Baie-d'Urfé, Montréal, Valleyfield, Franklin, Hemmingford et Venise-en-Québec.

En ce qui concerne les oiseaux, les chercheurs n'hésitent pas à vérifier les cadavres retrouvés, peu importe leur provenance. Les deux rives du Saint-Laurent sont autant concernées. Dans plusieurs cas, à leur arrivée au laboratoire, certaines carcasses d'oiseaux étaient dans un état de putréfaction trop avancé pour être analysées alors que d'autres n'é-

taient pas dans la famille des corvidés. Toute personne qui trouve un oiseau mort peut le rapporter par l'intermédiaire de SOS Braconnage au 1-800-463-2191.

### ENCÉPHALITE

La Direction de la santé publique a aussi fait appel au concours des médecins pour leur signaler tout cas suspect d'encéphalite, une maladie qui pourrait faire suite à la présence du virus.

Depuis le 15 juillet, 20 requêtes d'analyse pour les arbovirus ont été

envoyées au Laboratoire de santé publique du Québec pour différents patients, dont neuf pour le virus du Nil. Cela a été négatif dans tous les cas.

Un diagnostic d'encéphalite a été inscrit durant cette même période sur une seule requête de laboratoire. Encore là, aucune présence du virus.

En fait, aucun cas n'a été enregistré chez les humains dans tout le Canada. Les deux oiseaux qui pourraient être l'objet du virus en Ontario sont un geai bleu, trouvé à Oakville, et un coq, à Windsor.

# DES TAUX QU'ON NE VERRA PAS DE SITÔT.

**0% WINDSTAR**

0% de taux de crédit à l'achat jusqu'à 48 mois sur les modèles Windstar 2001 neufs en stock.

**0% TAURUS**

0% de taux de crédit à l'achat jusqu'à 48 mois sur les modèles Taurus 2001 neufs en stock.

**20% SÉRIE F**

de taux de crédit à l'achat jusqu'à 48 mois sur les modèles Série F 2001 neufs en stock.

**MAINTENANT**

**2,9% FOCUS**

2,9% de taux de crédit à l'achat jusqu'à 48 mois sur les modèles Focus 2001 en stock.

**Faites vite.**  
Offres d'une durée limitée.

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC



www.ford.ca



L'offre pour le taux de crédit de 0% jusqu'à 48 mois s'applique à l'achat au détail des modèles Windstar, Taurus et Série F 2001 (dont le PTAC est inférieur à 8500 lb). Quant à l'offre pour le taux de crédit de 2,9% jusqu'à 48 mois, elle s'applique à l'achat au détail des modèles Focus 2001. Ces offres sont offertes conjointement avec Crédit Ford et s'appliquent à l'achat au détail de modèles neufs seulement. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre, exception faite de la remise aux diplômés. Sujet à l'approbation du crédit. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Pour plus de détails, voyez votre concessionnaire Ford.

# LE QUÉBEC LE CANADA

## COURSE AU LEADERSHIP

### Day évoque un départ hâtif

OTTAWA (PC) — Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, a clairement laissé entendre, hier, qu'il pourrait quitter ses fonctions avant la date butoir de la mi-décembre qu'il s'était lui-même fixée. Cela pourrait saboter les tentatives de coalition des députés dissidents de son parti avec le Parti conservateur.

La formation allianciste tiendra une course à la direction, à la mi-mars, et les règles du parti stipulent que M. Day doit quitter son poste au moins trois mois avant celle-ci. Cela fixe l'échéance à la mi-décembre, mais en entrevue, hier, le dirigeant de l'Alliance a indiqué qu'il était « très possible » qu'il parte avant.

Interrogé à savoir s'il serait en place jusqu'à la fin de la session parlementaire automnale, M. Day a déclaré : « Je ne puis affirmer que je serai là aussi longtemps, mais nous allons certainement entreprendre la session d'automne en insistant (sur la question du bois d'œuvre) et d'autres points de la mauvaise gestion libérale qui limitent franchement les perspectives d'avenir des Canadiens ».

Un départ hâtif de M. Day bouleverserait certainement les projets de coalition mijotés par les 12 députés dissidents de l'Alliance — rassemblés au sein du caucus de la Représentation démocratique — et les conservateurs.

La fin de semaine dernière, les deux groupes ont consenti à coopérer aux Communes. Ils envisagent également de se partager la période des questions et leurs ressources parlementaires, en plus de mettre sur pied une stratégie média commune. Ils devront toutefois, pour ce faire, recevoir l'assentiment du président de la Chambre.

Or, certains membres du caucus de la Représentation démocratique ont affirmé qu'ils réintègreraient le caucus de l'Alliance dès que M. Day aura quitté son poste, et que leur suspension aura été levée.

### Un détenu séropositif attribue au fédéral la responsabilité de son état

TORONTO (PC) — Une poursuite intentée par un détenu qui prétend avoir contracté le virus du sida après qu'on lui eut refusé des seringues propres en prison pourrait changer la façon dont sont traités les prisonniers aux prises avec le virus mortel, a laissé entendre un avocat, hier.

Darrell Kloeze a bon espoir que le cas de Jason Pothier, qui poursuit le gouvernement fédéral et certains de ses organismes pour 25 millions \$, permette éventuellement aux détenus d'obtenir plus facilement méthadone et seringues propres et faire en sorte que les prisonniers infectés par le sida reçoivent leurs médicaments.

« Nous n'espérons pas seulement obtenir réparation pour M. Pothier, mais aussi d'autres politiques fédérales à l'intention des gens en prison qui ont le VIH et le sida », a-t-il déclaré.

Selon le texte de la poursuite, déposé la semaine dernière, M. Pothier, qui a reconnu être héroïnoman, s'est vu refuser des seringues propres et de la méthadone. Il aurait par la suite contracté le VIH, virus causant le sida, de même que l'hépatite C. Le détenu prétend également n'avoir pas toujours reçu les médicaments requis par son état de santé. « Il semble y avoir un écart entre ce que les médecins prescrivent et ce qu'obtiennent les prisonniers », a déclaré M. Kloeze.

Jason Pothier a contracté l'hépatite C entre septembre 1997 et mars de l'année suivante, alors qu'il était détenu au pénitencier de Collins Bay, en Ontario, où il a commencé à s'injecter de l'héroïne, selon le texte de la poursuite. Il aurait contracté le VIH l'année suivante, au pénitencier Warkworth, à Campbellford, également en Ontario.



Les pêcheurs autochtones sont moins nombreux cette année que les précédentes.

### CONFLIT DE BURNT CHURCH Le ministre Dhaliwal achète la paix... pour une semaine

■ BURNT CHURCH, N.-B. (PC) — Le ministre fédéral des Pêches, Herb Dhaliwal, espère qu'un permis spécial d'une semaine de pêche autochtone dans la baie de Miramichi, au Nouveau-Brunswick, lui permettra de gagner assez de temps pour éviter la confrontation.

M. Dhaliwal a affirmé hier, à Vancouver, qu'il souhaitait bâtir sur la base des pourparlers informels en cours depuis plusieurs mois avec la communauté miamaque.

Il a indiqué que les pêcheurs autochtones de Burnt Church seront autorisés à installer 500 casiers à homards, mais seulement dans les eaux situées le plus près de la communauté, qui vit sur les berges de la baie de Miramichi, dans le nord-est du Nouveau-Brunswick.

Le permis de sept jours a été accordé pour des fins de subsistance et de cérémonial, et il prévaut sur toute disposition de la réglementation de Pêches et Océans.

« Il y a vraiment une attitude positive cette année, a affirmé M. Dhaliwal. Il est clair que personne ne veut revivre un conflit semblable à celui de l'an dernier. » Le ministre a indiqué que le permis spécial va permettre aux résidents de Burnt Church de pêcher le homard pour leur pow-wow annuel, plus tard cette semaine.

« Ce permis à court terme donne aussi le temps au chef et au conseil de bande de rencontrer mes représentants afin de trouver une solution plus globale pour le reste de l'automne », a affirmé M. Dhaliwal.

À presque chacune des dix dernières années, la bande a eu droit à un permis semblable, mais cela ne suffit pas aux pêcheurs autochtones — qui veulent faire de la pêche commerciale sous leurs propres règles et réglementa-

tions, et non suivant celles d'Ottawa. « Peu importe ce que le gouvernement fédéral déclare ou fait, nos gens vont pêcher, a indiqué Brian Bartibogue, un membre de la bande. Nous avons un droit de pêche historique dans ce pays (...) Nous allons continuer à pêcher en espérant qu'un jour, notre point de vue prévaut. »

#### PÉNURIE D'ÉQUIPEMENT

M. Bartibogue a avoué qu'il y a une pénurie d'équipement sur la réserve cette année. Il y avait seulement quelques pêcheurs sur l'eau, hier, qui installaient un petit nombre de casiers à homards.

Les agents de pêche fédéraux avaient saisi 4000 casiers à homards dans la baie de Miramichi, l'an dernier, et environ une dizaine de bateaux. Cet équipement est toujours détenu par les autorités fédérales, en attendant des décisions judiciaires qui ne sont pas prévues pour bientôt.

« La volonté des gens n'a pas changé et l'engagement des gens n'a pas changé, a déclaré M. Bartibogue. Toutefois, nos ressources pour pêcher ont changé. Les agents de pêche nous ont rendu la vie très difficile au cours des trois dernières années. »

M. Dhaliwal a affirmé que ses représentants avaient proposé une pêche commerciale avec des petits bateaux pour Burnt Church, dans une zone limitée, mais a indiqué que sa proposition avait été rejetée par la bande.

## CHIRURGIES CARDIAQUES

### Délais néfastes

LOUISE LEMIEUX  
LLeMieux@lesoleil.com

■ QUÉBEC — On s'en doutait, une étude scientifique vient le confirmer : l'attente pour une chirurgie cardiaque affecte la santé des patients avant l'opération et augmente les risques postopératoires. En outre, plus longtemps les patients attendent l'intervention, moins grandes sont leurs chances de se retrouver au travail six mois après l'opération.

L'étude a été menée par des chercheurs de l'Université McGill auprès de 206 patients en attente pour un pontage à l'Hôpital général de Montréal, entre 1993 et 1995. L'étude est publiée aujourd'hui dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*.

Les patients, en majorité des hommes et dont l'âge moyen était de 62 ans, souffraient de problèmes cardiaques semblables. Ils ont été divisés en deux groupes : ceux du premier groupe ont attendu leur pontage 97 jours et moins alors que l'attente a été supérieure à 97 jours pour ceux du second groupe.

Autant avant qu'après l'opération, les patients du premier groupe ont obtenu des scores nettement supérieurs. Leur état général de santé, leur état mental et émotif était meilleur que ceux qui ont attendu plus longtemps.

Durant l'attente pour l'opération, certains patients des deux groupes ont dû retourner à l'hôpital : 10 patients ont été hospitalisés et un patient (il faisait partie du groupe d'attente de plus de 97 jours) est décédé.

Après l'opération cependant, les problèmes des patients qui l'ont attendue plus longtemps sont nettement plus nombreux, ont constaté les chercheurs : 32 patients contre 14 ont eu des effets adverses postopératoires. Les chercheurs ont noté 14 accidents vasculaires cérébraux (AVC) dans le groupe d'attente plus longue, contre six incidents similaires dans le premier groupe.

Cette situation est particulièrement inquiétante, constatent les chercheurs. « Ces complications diminuent de façon significative la qualité de vie des patients, augmentent les risques de mortalité, en plus d'être coûteuses pour le système de santé », écrivent-ils (traduction libre) dans leur étude.

Six mois après le pontage, les patients du second groupe, ayant attendu leur intervention plus de 97 jours, étaient moins nombreux à être retournés au travail : seulement 53% des patients du second groupe (attente au-delà de 97 jours) étaient au travail contre 85% de ceux du premier groupe.

Pourtant, au départ, un nombre égal de patients choisis pour l'étude étaient au travail (36% dans le premier groupe, 35% dans le second).

« Le pontage coronarien améliore de façon significative la qualité de vie des patients en réduisant l'angine et en diminuant le stress psychologique. Cependant, cette amélioration dépend largement de l'état physique et psychique du patient avant l'intervention ; cet état se détériore à mesure qu'augmente le temps d'attente pour cette intervention », écrivent les auteurs de l'étude (traduction libre du texte anglais).

Selon les statistiques du ministère de la Santé et des Services sociaux, remontant au 1<sup>er</sup> avril 2001, l'attente moyenne pour un pontage dans les 12 hôpitaux québécois qui effectuent cette intervention était de 3,5 mois, soit 105 jours.

**Problèmes amplifiés avant et après l'opération**

Tout simplement  
Les meilleures  
OFFRES

Tiburon  
2001



199\$\*  
Par mois / 48 mois

XG 300  
2001



365\$\*  
Par mois / 48 mois

Santa Fe  
2001



299\$\*  
Par mois / 48 mois

0% de financement jusqu'à 48 mois

Sonata GL

229\$\*

Par mois / 48 mois

Ajoutez 20 \$ par mois et obtenez un moteur V6



0 comptant 0 dépôt de sécurité

Accent GS

179\$\*

Par mois / 48 mois



2002-2002-2002

Elantra GL

199\$\*

Par mois / 48 mois



LESSARD HYUNDAI  
659, boul. St-Joseph  
Québec  
623-5471

STE-FOY HYUNDAI  
2650, Dalton, parc Colbert  
Sainte-Foy  
654-9292

ROBERGE HYUNDAI  
545, rue Clémenceau  
Beauport  
666-2000

AUTOMOBILES LÉVIKO  
144, rte Kennedy  
Lévis  
833-7140

HYUNDAI LUXOTO  
484, Côte Joyeuse  
Saint-Raymond  
990-0283

\*Programme de location : Les services financiers Hyundai pour le Santa Fe GL 2001 neuve, POSF à partir de 25 250 \$, 299 \$/mois avec comptant de 2 995 \$, le XG300 2001 neuve, POSF à partir de 21 995 \$, 365 \$/mois avec comptant de 4 495 \$, l'Elantra GL 2002 neuve, POSF à partir de 15 295 \$, 199 \$/mois avec comptant de 1 695 \$, l'Accent GS 3 portes 2001 neuve, POSF à partir de 12 195 \$, 179 \$/mois avec 0 \$ de comptant, la Sonata GL 2001 neuve, POSF à partir de 20 495 \$, 229 \$/mois avec 1 995 \$ de comptant, le Tiburon 2001 neuve de base POSF à partir de 19 195 \$, 199 \$/mois avec un comptant de 1 995 \$ pour 48 mois sans engagement au terme du contrat de location. Première mensualité exigée. Dépôt de sécurité 250 \$ à 400 \$/250 \$, 10 \$/300 \$/250 \$. Frais de transport et de préparation inclus pour l'Accent, l'Elantra et le Tiburon, en sus pour le XG300, le Santa Fe et la Sonata. Taxes d'acquisition de 250 \$ en sus. Kilométrage de 20 000 km par année, 10 cents par kilomètre supplémentaire, 3 % de financement à l'achat jusqu'à 24 mois pour l'Accent et le Tiburon, et pour 48 mois pour la Sonata 2001 neuve. Ces offres sont en vigueur pour une durée limitée, conditions à l'approbation de crédit et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Photos à titre indicatif.

HYUNDAI

Un essai vous convaincra

www.hyundaicanada.com

EN BREF

LOI D'ACCÈS À L'INFO  
Audiences en péril

■ OTTAWA — Les audiences pour la révision de la Loi fédérale d'accès à l'information, qui doivent commencer la semaine prochaine, sont en péril: des témoins du secteur privé et des sociétés d'État ont annulé leurs apparitions devant le comité parlementaire, écrivait hier le *National Post*. Ces retraits font suite à une décision de Don Boudria, leader du gouvernement en Chambre, d'empêcher les fonctionnaires d'aller répondre aux questions du comité. Le député libéral, John Bryden, président du comité spécial, a indiqué dans une lettre de plainte à M. Boudria que la Société canadienne des postes, Énergie atomique du Canada et NAV Canada étaient notamment revenus sur leur décision. (PC)

Ventes inquiétantes

■ MONTRÉAL — Relié à plus d'une centaine de décès aux États-Unis en raison de son trafic illégal, les ventes d'Oxycontin, un analgésique couvert par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, montent en flèche, ce qui place les policiers et médecins spécialistes des drogues sur le qui-vive, a révélé *La Presse*, hier. Des États-Unis, l'usage illégal de l'Oxycontin, un puissant narcotique synthétique cousin de l'opium utilisé pour soulager les douleurs chroniques, pourrait bientôt s'étendre au Québec. Selon le Dr Jean-Pierre Chiasson, directeur de la clinique Nouveau Départ, la menace pourrait prendre quelque temps avant de se concrétiser. « Nous sommes toujours cinq ans en retard sur les États-Unis », dit-il. (PC)

Canadien victime de pirates au Mexique

■ SAN CLEMENTE — Un Canadien était hospitalisé hier à San Clemente, en Californie, après avoir été, selon lui, égorgé sur son voilier par des pirates au large de la côte occidentale du Mexique. Bob Medd, 54 ans, a raconté qu'il voguait seul à 8 km des côtes sur son voilier *TLC*. Le 12 août, lorsqu'il a été accosté par deux hommes qui lui ont demandé à boire. L'un d'eux lui a ensuite demandé de l'argent, puis devant sa résistance, a saisi un couteau à pain et attaqué Medd. (AFP)

Nicole Racine gardera le fort dans Jonquière

La candidate du PQ hérite de la contestation contre les fusions municipales

■ JONQUIÈRE (PC) — C'est Nicole Racine qui aura la délicate tâche de garder dans le giron du Parti québécois la circonscription électorale de Jonquière, qui est sans représentant à l'Assemblée nationale depuis la démission, en mars dernier, du député et premier ministre Lucien Bouchard.

La candidature de M<sup>me</sup> Racine, une retraitée qui a fait carrière dans les services bancaires, a été retenue hier soir lors d'une assemblée de mise en nomination réunissant 600 personnes au Centre des congrès de Jonquière.

Elle a défait Raymond Bégin, chercheur à l'Université du Québec à Chicoutimi. Selon la tradition péquiste, le résultat du vote n'a pas été divulgué.

La tâche de M<sup>me</sup> Racine sera délicate, car la candidate péquiste aura à

combattre une certaine grogne soulevée par la fusion récente — ordonnée par le gouvernement — des villes de Jonquière, Chicoutimi et La Baie.

Mais le Parti québécois compte sur une longue tradition qui lui a permis, depuis 1976, de conserver presque sans interruption le siège de Jonquière à l'Assemblée nationale, souvent avec des majorités écrasantes. Après une première victoire historique en 1976, le PQ a perdu la circonscription une seule

fois aux mains des libéraux, lors d'une élection complémentaire en 1983.

Les péquistes avaient repris le siège en 1985 pour ne plus le perdre ensuite.

Quand, en 1996, Lucien Bouchard avait quitté le Bloc québécois pour succéder à Jacques Parizeau comme premier ministre du Québec, le député Francis Dufour avait cédé son siège pour permettre au nouveau premier ministre d'entrer à l'Assemblée nationale. M. Bouchard devait l'emporter aisément à l'élection complémentaire, surtout que le Parti libéral n'avait présenté personne pour lui faire la lutte.

Cette fois-ci, la candidate péquiste fera face à une adversaire libérale, l'avocate Françoise Gauthier, bien décidée à utiliser tous les mécontentements locaux pour canaliser les voix qui s'opposent au gouvernement.

La date de l'élection n'est pas officiellement déterminée, mais tous s'attendent à son déclenchement la semaine prochaine, pour un scrutin qui se tiendra le 1<sup>er</sup> octobre. Trois autres circonscriptions vacantes seront le théâtre d'une élection complémentaire: Labelle (Hautes-Laurentides), Lavolette (Mauricie) et Blainville (Nord de Montréal).



Nicole Racine

Les forêts saines en voie de disparition, selon l'ONU

OTTAWA (PC) — Les forêts en santé qui restent sur la planète vont disparaître, à moins qu'il y ait un changement « miraculeux » dans les attitudes des gouvernements et de la population, affirme un rapport de l'ONU basé sur les dernières données obtenues par satellite.

Le rapport plaide pour une stratégie internationale visant à sauver les forêts de 15 pays importants, dont le Canada, qui possèdent ensemble la plupart des forêts en santé restantes.

Le Canada possède 368,6 millions d'hectares de forêt dite « fermée », soit présentant une couverture de feuilles suffisante pour être considérée comme en santé, indique le rapport rendu public hier. Ces chiffres le placent au second rang, après la Russie et devant le Brésil.

Le rapport précise que seulement 9,4% de la forêt fermée globale a une forme de statut protégé. Au Canada, les chiffres sont de 7,4%.

Seulement trois pays, soit la Russie, le Canada et le Brésil, possèdent presque la moitié des forêts en santé, souligne le rapport, décrit comme étant l'évaluation la plus complète jamais faite de la couverture forestière globale.

« Les ressources forestières de la pla-

nète sont de plus en plus menacées à cause de la conversion des terres forestières pour d'autres usages et de la surexploitation des forêts pour le bois d'œuvre », a affirmé Klaus Toepfer, chef du Programme pour l'environnement des Nations unies.

« À moins d'une transformation miraculeuse de l'attitude de la population et des gouvernements, les forêts fermées restantes de la Terre, ainsi que la biodiversité qui leur est associée, sont appelées à disparaître au cours des prochaines décennies », a-t-il ajouté.

La faible densité de population dans plusieurs des pays importants, dont le Canada, crée des opportunités pour la conservation, suggère le rapport produit par le Programme pour l'environnement des Nations unies, le Service géologique des États-Unis et la NASA.

Le rapport demande aux gouvernements de 15 pays importants de mettre sur pied des plans d'action pour conserver les forêts qui leur restent.

Il souligne que la construction de nouvelles routes et de nouveaux barrages devrait faire l'objet d'un examen minutieux et que les terres forestières ne devraient être converties pour d'autres utilisations qu'en dernier recours.

Seulement 7,4% des forêts du Canada sont protégées

C'est ma première **vente** sous la tente, on liquide nos derniers modèles 2001

VOYEZ NOS OFFRES CI DESSOUS  
Valides jusqu'au vendredi 24 août

**SENTRA 2001**  
**239\$**  
PAR MOIS \*  
LOCATION 48 MOIS  
TOURING CLIMATISEUR

**ALTIMA GXE 2001**  
**289\$**  
PAR MOIS \*  
LOCATION 48 MOIS

Quand vient le temps de choisir une Nissan...

**CAPITALE NISSAN**

COIN PIERRE-BERTRAND ET DE LA CAPITALE (même rue que le Réno-Dépot) Tél. : 681-0011

**Solde d'ÉTÉ**

**Premier versement gratuit**  
sur CAVALIER et VENTURE

**DU JAMAIS VU!**

**1,9%** On vous attend!

**Financement**

**CAVALIER 4 PORTES**  
**273\$\*** par mois  
**0\$** comptant

\*Location 48 mois, 80 000 km. Transport inclus. Taxes en sus.

**DÉMONSTRATEUR**

**MOINS DE 9500 km**

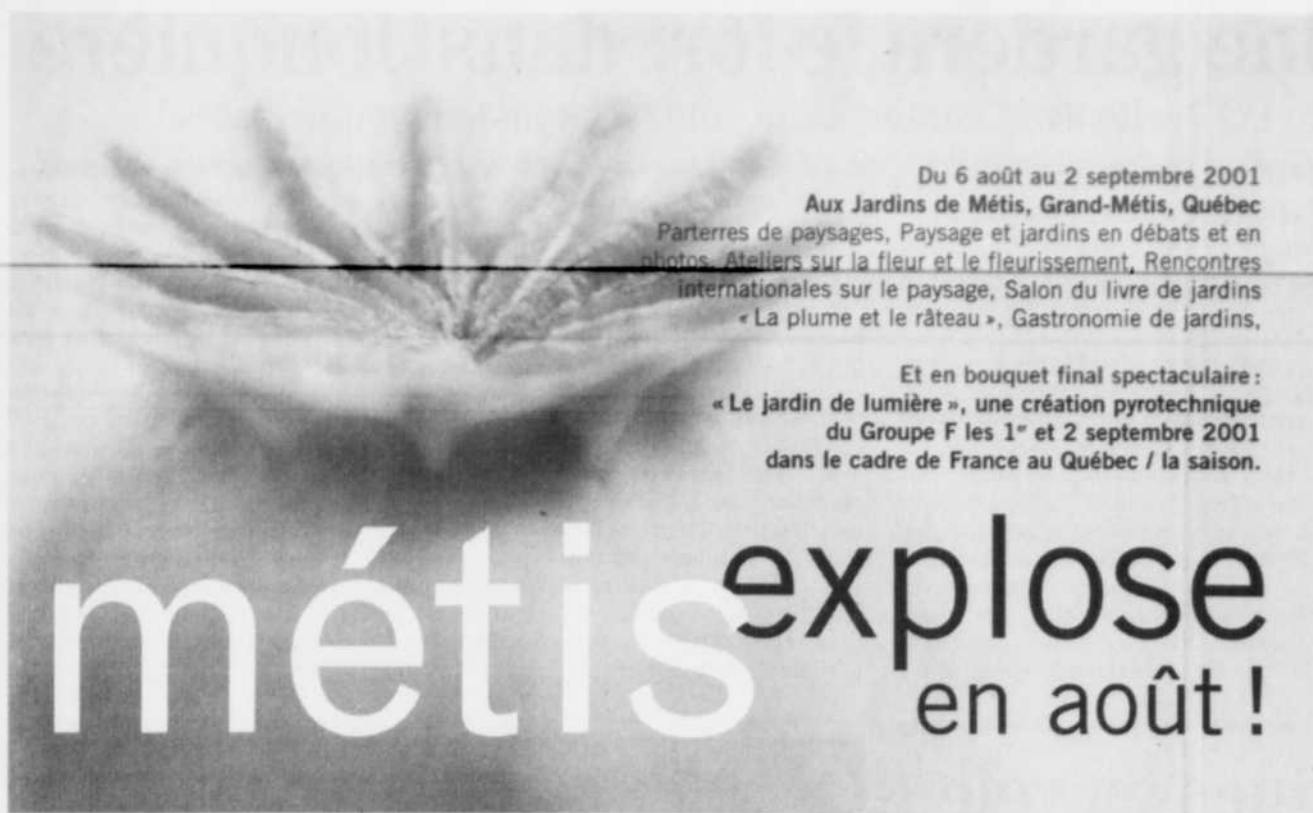
**BLAZER 4x4**  
Rabais de **7000\$**  
Aussi disponibles plusieurs démonstrateurs. Rabais très intéressants.

**PICK-UP CHEVROLET - THUNDER-**  
Rabais jusqu'à **5200\$** ou **1,9%** FINANCEMENT 48 mois

**MARLIN**  
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.  
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy 688-1212

Service et vente ouvert le soir jusqu'à 21h du lundi au jeudi

Marc Tanguy Dir. général ventes  
 Mario Morin Dir. vente (usage)  
 Serge Bouchard Dir. pers.  
 J.-F. Martel Dir. adj. camion  
 Marie-France Tremblay Dir. location  
 Gylaine Lagacé Dir. commerciale  
 Jacques Racette Dir. commercial  
 Pierre Janvier Conseiller classe affaire  
 Marcel Thiberge Conseiller  
 Mario Cloutier Conseiller  
 Gaëtan Francoeur Conseiller  
 Mario Moffet Conseiller  
 Eric Lebreux Conseiller  
 Luc Pelletier Conseiller  
 Jean-François Bulle Conseiller  
 Daniel Dumont Conseiller  
 Denis Fluet Conseiller  
 Yves Thomassin Conseiller  
 Alain Roy Conseiller (usage)  
 Laurent Chénien Conseiller (usage)



# métis explose en août!

Du 6 août au 2 septembre 2001  
Aux Jardins de Métis, Grand-Métis, Québec  
Parterres de paysages, Paysage et jardins en débats et en photos, Ateliers sur la fleur et le fleurissement, Rencontres internationales sur le paysage, Salon du livre de jardins « La plume et le râteau », Gastronomie de jardins,

Et en bouquet final spectaculaire :  
« Le jardin de lumière », une création pyrotechnique du Groupe F les 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2001 dans le cadre de France au Québec / la saison.

Festival international de jardins  
Jardins de Métis  
200, route 132  
Grand-Métis (Québec)  
Canada G0J 1Z0

## août!

Le Festival international de jardins, dans le cadre de sa deuxième édition, vous invite à fêter les paysages et les jardins autour d'une série d'événements uniques réunissant des personnalités françaises et québécoises. Une occasion exceptionnelle de participer au lancement de **France au Québec / la saison**.

**Du 6 au 13 août 2001**  
Le public (visiteur estival, touriste de passage) est invité à photographier la région et à faire partie d'une exposition photographique intitulée : « Métis, sous les regards du passé et du présent (ou des regards pour un devenir) » présentée du 31 août au 2 septembre 2001.

**Du 22 au 24 août 2001**  
Conception de 15 parterres d'avant-garde par les étudiants de l'École d'été de l'Université de Montréal à Métis.

**Du 27 au 30 août 2001**  
Trois spécialistes français de renom (Jean-Pierre Le Dantec, Patrick Blanc, Michel Boulcourt) partagent leurs connaissances sur le voyage de fleurs, leur histoire et les fleurissements.

**Du 27 au 31 août 2001**  
Les saveurs du potager envahissent les cuisines de la Villa Reford.

**Les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 2001**  
Rencontres internationales de Métis, De paysages en jardins : débats avec des philosophes, historiens de l'art et des jardins, sociologues, géographes, architectes paysagistes, urbanistes, artistes.

**Les 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2001**  
Salon du livre de jardins « La plume et le râteau », cafés littéraires et rencontres avec plus de 20 auteurs français et québécois.

Et pour terminer le tout de manière spectaculaire :

**Les 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2001**  
« Le jardin de lumière » une création pyrotechnique réalisée par le Groupe F, concepteur du Feu d'artifice de la Tour Eiffel le 31 décembre 1999.



la saison septembre-novembre 2001

Pour plus d'informations :  
T 418 775-6423  
E info@jardinsmetis.com  
W www.jardinsmetis.com

**5 jours pour 5\$** Pour des articles de 100\$ et moins pour un temps limité. Annonce de 2 lignes.

Annonces classées  
**844-4444**  
LE SOLEIL

## Jean Chrétien se fait missionnaire

NAHLAH AYED  
Presse canadienne

OTTAWA — Le premier ministre, Jean Chrétien, vivra surtout dans ses valises au cours des mois à venir, à l'occasion d'une série de voyages à l'étranger où il tentera de profiter de son statut de vétéran de la scène politique internationale.

Ainsi, en septembre, M. Chrétien doit se rendre en Chine, au Moyen-Orient et en Australie, à l'occasion notamment des réunions du Groupe des huit pays les plus industrialisés (G8), puis à celles des pays de la Francophonie et du Commonwealth.

Le premier ministre dirigera par ailleurs une mission de deux semaines d'Équipe Canada en Russie et en Europe, dès le début de l'année prochaine.

Qualifié par ses assistants « d'homme d'État senior » et de « doyen du G8 », M. Chrétien se serait donné pour mission personnelle de renforcer la bonne réputation du Canada à l'étranger.

Certains membres de l'opposition à Ottawa doutent cependant des capacités de M. Chrétien dans son rôle « d'homme d'État senior ». Brian Pallister, critique de l'Alliance canadienne en matière d'affaires étrangères, estime que M. Chrétien s'y prend trop tard

pour faire part de sa sagesse. « Il a ignoré certains dossiers internationaux depuis trop longtemps, en fait depuis qu'il est premier ministre, dit-il. Je ne l'ai jamais vu comme un leader doté d'une vision mondiale, voire d'une vision sur le rôle du Canada dans le monde. Ça ne suffit pas d'être là pendant longtemps. Une réputation, ça se construit, ça ne s'improvise pas et ça n'a rien à voir non plus avec la durée de son règne au Parlement. »

D'autres encore craignent que les préoccupations de M. Chrétien ne l'éloignent trop des problèmes dans sa propre cour.

M. Chrétien manquera en effet deux jours au moins de la première semaine de la session parlementaire fédérale, puisqu'il participera au Sommet des Nations unies sur l'enfance, à New York, en octobre. Une situation semblable se présentera le mois suivant. « Une fois de plus, on perçoit le mépris grandissant affiché par le premier ministre à l'endroit du Parlement », affirme pour sa part le critique de l'Alliance en matière de Finances, Jason Kenney.

« Je ne sais pas si c'est une tournée d'adieu qu'il entreprend », ajoute-t-il, en faisant allusion à la rumeur voulant que M. Chrétien quitte la vie politique en 2003.

## COALITION À OTTAWA

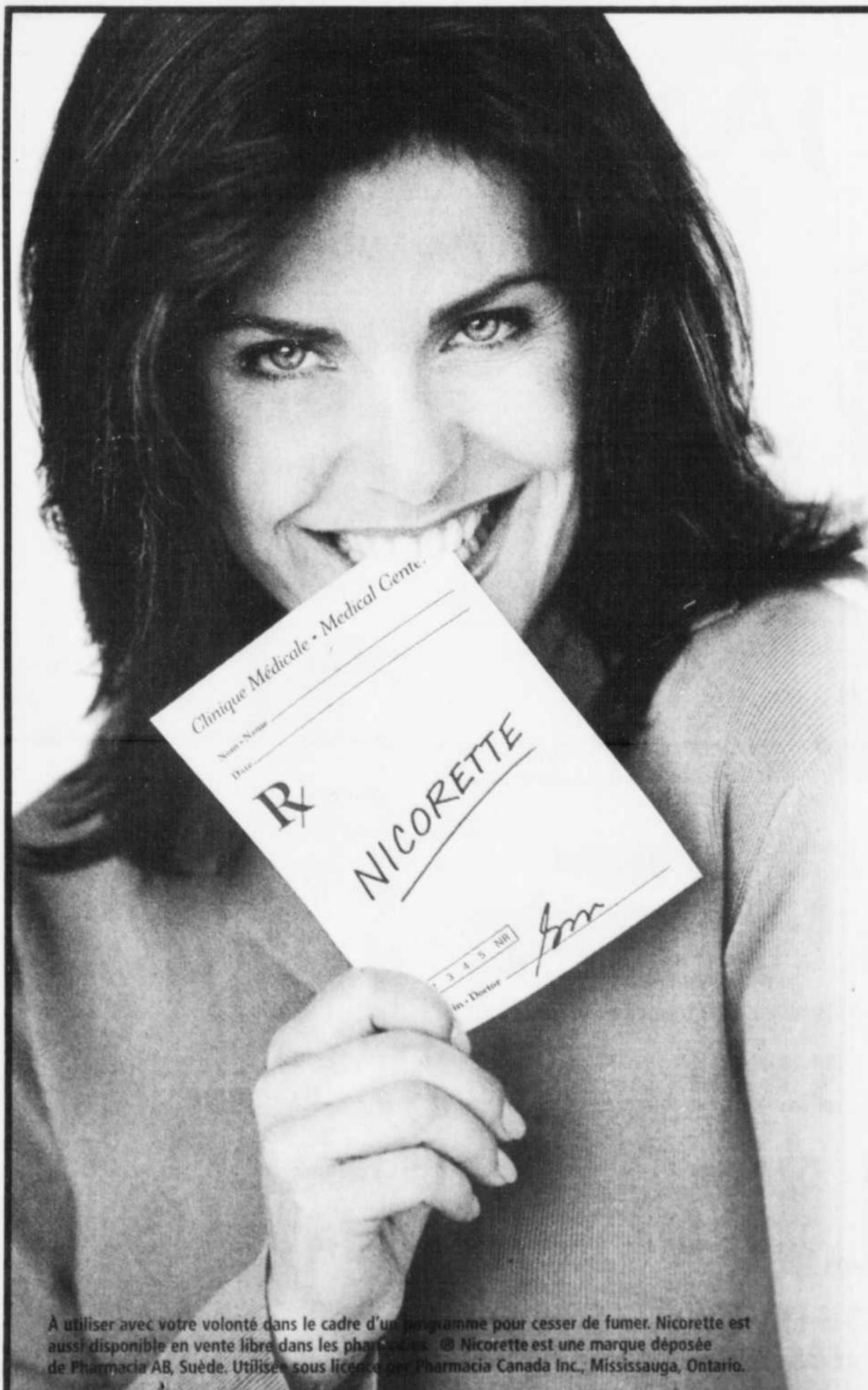
### Le Bloc s'opposera aussi

OTTAWA (PC) — La coalition formée des dissidents de l'Alliance et des conservateurs n'impressionne en rien le Bloc québécois qui n'a pas l'intention de l'appuyer dans sa quête de reconnaissance aux Communes.

Le leader du Bloc québécois en Chambre, le député Michel Gauthier, estime que la formule retenue n'a rien de révolutionnaire. « Je dois vous dire que ça ne nous impressionne pas beaucoup. Ils n'ont pas décidé de former un nouveau parti politique, ils sont restés alliés et conservateurs avec une possibilité de travailler ensemble. (...) Que des gens décident de collaborer un peu plus sur leurs interventions parlementaires, ça se fait régulièrement », indique M. Gauthier.

Réunis à Mont-Tremblant il y a quelques jours, dissidents de l'Alliance canadienne et conservateurs ont convenu de créer une coalition de travail en Chambre.

Déjà, les libéraux, les alliancistes et les néo-démocrates ont annoncé qu'ils s'opposeraient à cette reconnaissance. Le Bloc vient donc s'ajouter à ce groupe. « Ce que je sens derrière leur demande, c'est qu'ils souhaiteraient obtenir des budgets de recherche, du temps de parole à la période de questions. Actuellement tout est partagé entre les partis, et il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Je ne vois pas à une raison pour changer les règles du Parlement », déclare le député Gauthier.



## Mordu de cigarettes, Nicorette est maintenant couvert

Couvert par le régime  
général d'assurance  
médicaments du Québec  
lorsqu'il est prescrit.  
Consultez votre médecin.



Mordu de cigarettes,  
mordez dans Nicorette.

**NICORETTE**  
Aide pour cesser de fumer

À utiliser avec votre volonté dans le cadre d'un programme pour cesser de fumer. Nicorette est aussi disponible en vente libre dans les pharmacies. © Nicorette est une marque déposée de Pharmacia AB, Suède. Utilisée sous licence de Pharmacia Canada Inc., Mississauga, Ontario.

## LE MONDE

EN BREF

CUBA

## Chavez propose un référendum continental

■ SANTIAGO—Le président vénézuélien, Hugo Chavez, a déclaré hier que Cuba devait être intégré aux différents forums latino-américains et en particulier aux rencontres du groupe de Rio et qu'à cette fin un référendum devait être organisé à l'échelle du continent. Le président cubain Fidel Castro a effectué le 11 août dernier sa sixième visite officielle au Venezuela, au cours de laquelle il a fêté ses 75 ans, en compagnie de Hugo Chavez. (AFP)

TADJIKISTAN

## Là où enfants et rats se font concurrence

■ GENÈVE—Un million de personnes, au bord de la famine au Tadjikistan à cause de la sécheresse, ont un besoin urgent d'assistance alimentaire afin de survivre l'hiver prochain, estime la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. La Fédération lance aujourd'hui à Genève un appel de fonds de 6,3 millions \$ pour distribuer de la nourriture à 130 000 personnes et fournir des vêtements chauds à 65 000 enfants. « Nous avons vu des enfants qui creusaient dans les terriers des rats des champs à la recherche de grains de blé amassés par les animaux en prévision de l'hiver. Cette concurrence pour la nourriture avec les rats est un exemple horrible de la lutte pour la survie », a indiqué Roger Bracke qui a dirigé une mission d'évaluation dans ce pays. (AFP)

ÉTATS-UNIS

## Mise au point d'un antigel biologique

■ WASHINGTON—Un antigel qui pourrait permettre de mieux protéger les récoltes des grands froids a été mis au point par des chercheurs américains qui ont reproduit une substance présente dans un poisson des régions polaires, selon une étude publiée hier. Cet antigel de synthèse, également utilisable pour mieux conserver les organes destinés à des opérations de transplantation, a été mis au point à partir de l'antigel biologique d'un poisson de la famille des téléostéens (poisson vertébré au squelette ossifié), ont annoncé les chercheurs dans la revue *Bioconjugate Chemistry*, datée de septembre-octobre. Ce poisson polaire produit une substance qui empêche la formation des cristaux de glace qui endommagent les matériaux vivants. (AFP)

## Meurtrier présumé en fuite

■ SACRAMENTO—Un immigré ukrainien d'origine ukrainienne a poignardé à mort hier cinq personnes, apparemment d'une même famille, près de Sacramento, avant de prendre la fuite, a annoncé la police. Ses victimes sont son épouse, âgée de 27 ans, frappée à coups de couteau chez elle à North Highland, dans la banlieue de Sacramento, un couple de personnes âgées et deux enfants, poignardés un peu plus tard dans une garderie d'enfants de Rancho Cordova, autre banlieue de Sacramento. L'homme a été identifié comme Nikolay Soltys, 27 ans. Un précédent bilan faisait état de quatre morts mais une fillette de 9 ans, grièvement blessée, est décédée à l'hôpital. Soltys connaissait apparemment ses victimes. (AFP)

NORVÈGE

## Des papétières crient au loup

■ PARIS—Deux géants de l'industrie mondiale du papier et du bois, Norskog et Viken, « viennent de lancer une campagne antiloups afin d'éradiquer l'espèce des forêts norvégiennes », accuse l'association WWF (Fonds mondial de la nature). Norskog et Viken affirment que les loups (une quarantaine en comptant ceux qui vivent à la frontière suédoise) constituent « non seulement une menace pour la population d'élans norvégiens. Or, on estime que la population d'élans atteint de 100 000 à 140 000 têtes. Chaque année, les chasseurs abattent autour de 40 000 bêtes, un quota en dessous de celui recommandé par les experts pour maintenir l'équilibre flore-faune. (AFP)

MOYEN-ORIENT



Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, et son homologue israélien Shimon Peres, ont répondu aux questions de la presse, hier, à Tel Aviv.

## Retour en scène de la diplomatie

Joschka Fischer tente de relancer le dialogue

JACQUES PINTO  
Agence France-Presse

■ JÉRUSALEM—Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a entamé hier une tournée au Proche-Orient pour tenter de relancer le dialogue israélo-palestinien, au moment où le Conseil de sécurité de l'ONU ouvrirait un débat sur la crise, le premier depuis cinq mois.

Dans les territoires occupés, des appels à la vengeance ont été lancés lors des funérailles de six Palestiniens, dont trois enfants, tués la veille. En outre, dix Palestiniens ont été blessés par des tirs israéliens.

M. Fischer, qui a entamé hier au Caire sa tournée, est arrivé en soirée à Tel-Aviv, où il a rencontré son homologue israélien Shimon Peres.

Le chef de la diplomatie allemande a déclaré vouloir établir « un pont » entre Israéliens et Palestiniens « pour éviter des tragédies », alors que M. Peres a indiqué avoir « reçu un mandat du gouvernement d'union nationale pour négocier un cessez-le-feu avec les Palestiniens ».

« Israël veut appliquer dans leur intégralité les recommandations du rapport Mitchell, et non pas s'arrêter à la première étape », a affirmé M. Peres dans un communiqué de son ministère publié après la rencontre.

Dans son rapport, la commission Mitchell recommande un arrêt total de la violence, suivi d'une phase de mesures de rétablissement de la confiance mutuelle, en vue d'un retour aux négociations pour un règlement final.

Selon la télévision israélienne, M. Fischer doit s'efforcer d'organiser

une rencontre entre M. Peres et le président palestinien Yasser Arafat pour tenter de mettre fin aux violences qui ont fait 727 morts, en grande majorité des Palestiniens, depuis le début de l'Intifada le 28 septembre.

## Le ministre allemand s'efforce d'organiser une rencontre entre Peres et Arafat

M. Peres entend charger son homologue allemand d'un message pour M. Arafat qui doit le recevoir aujourd'hui à Ramallah, en Cisjordanie, selon la radio israélienne. M. Fischer doit également rencontrer aujourd'hui à Jérusalem le premier ministre israélien Ariel Sharon.

Au Caire, M. Fischer a appelé à une « réduction de la violence ». Il a refusé de se prononcer sur un éventuel déploiement d'observateurs internationaux dans les territoires comme le réclament les Palestiniens.

Début juin, lors d'une précédente visite, le ministre allemand avait mené une médiation impromptue au moment de l'attentat suicide palestinien devant une discothèque de Tel-Aviv

(21 morts) afin d'éviter un dérapage de la violence.

Dans le même temps, le président américain, George W. Bush, s'est défendu des accusations de passivité au Proche-Orient, affirmant que « pour obtenir un processus de paix, ou des discussions de paix, nous devons mettre un terme à la violence (...) Il faut pour cela que les deux parties en aient le désir ».

## DÉBAT EXCEPTIONNEL

À New York, le Conseil de sécurité de l'ONU a ouvert son premier débat public depuis cinq mois sur le Proche-Orient, en dépit de l'opposition d'Israël qui refuse l'internationalisation de la crise. Le représentant palestinien à l'ONU a de nouveau demandé l'envoi d'observateurs internationaux.

Le précédent débat de ce type sur le Proche-Orient remontait au 27 mars, lorsque les États-Unis avaient opposé leur veto à une résolution en ce sens.

En dépit du sévère bouclage qu'il impose aux territoires occupés, Israël a annoncé avec force publicité le prochain passage par son territoire d'un important convoi d'équipements lourds destinés à la construction d'une centrale électrique à Gaza et autorisé l'entrée sur son territoire de 5000 Palestiniens pour la cueillette des olives.

Dans la bande de Gaza, les Palestiniens, aux cris de « vengeance », ont porté en terre un activiste du mouvement Fatah de M. Arafat, et ses deux enfants, « liquidés » selon eux par Israël.

ATTAQUES DE REQUINS EN FLORIDE

## Les experts dédramatisent

WASHINGTON (AFP)—Les experts cherchaient hier à dédramatiser l'ampleur des attaques de requins dont ont été victimes six surfeurs durant le week-end sur la côte est de Floride, près de Daytona Beach.

Cette sérénité tranche avec le ton parfois alarmiste de plusieurs télévisions américaines qui diffusent en continu des reportages décrivant ces attaques.

Mordus aux mains et aux jambes, aucun des six Américains, âgés d'une vingtaine d'années, n'est en danger.

« Il y a beaucoup plus de monde dans l'eau en ce moment en Floride, qu'il n'y en a jamais eu dans le passé », explique Steven Branstetter, spécialiste des requins auprès de la Fondation pour le développement de la pêche dans l'Atlantique Sud.

Selon lui, « plus il y a de monde dans l'eau, plus les chances sont grandes de se heurter à un requin. C'est aussi simple que cela. C'est la loi des probabilités », affirme-t-il.

Le Centre international chargé de recenser le nombre des attaques de requins, auprès de l'Université de Floride, comptabilise 79 attaques non provoquées de requins contre des hu-

ains en 2000 dans le monde, contre 58 en 1999 et une moyenne de 54 dans les années 90. Il en dénombre 34 depuis le début de l'année, dont la moitié en Floride.

Le problème, considère le directeur de ce centre, George Burgess, est que les surfeurs et les requins sont attirés par les mêmes criques riches en bancs de poissons et en vagues.

Gary Violetta, spécialiste des requins au Sea World à Orlando, estime quant à lui que les médias américains « couvrent » plus les incidents liés aux attaques de requins que dans le passé.

« Pour l'instant, les attaques se déroulent au même rythme que l'an dernier. Tout ce qu'il y a de plus normal », dit-il.

Selon lui, les chances de se faire mordre par un requin sont « insignifiantes » si on les compare à celles de se faire piquer par une méduse ou même de se noyer.

Les experts craignent en revanche une vague de « représailles ». Selon eux, quelque 100 millions de requins sont capturés chaque année par des pêcheurs de 125 pays. Leur taux de reproduction est très faible et il faut 14 ans à un requin pour être mature.

ATTAQUES DE REQUINS DEPUIS 1990

	Nombre de blessés (et de morts)
Floride	222 / 2 morts
Afr. du Sud	69 / 8 morts
Bésil	50 / 12 morts
Australie	37 / 11 morts
Hawaï	35 / 2 morts
Californie	33 / 2 morts
Nouvelle-Zélande	17 / 0 mort
Réunion	12 / 7 morts
Japon	10 / 6 morts
Hong Kong	6 / 6 morts

Source

INFOGRAPHIE AFP/LE SOLEIL

IRLANDE DU NORD

## OUI des catholiques à la réforme de la police

BELFAST (AFP)—Le parti nationaliste catholique modéré du SDLP a annoncé hier qu'il acceptait les propositions de réforme de la police d'Irlande du Nord avancées vendredi par le gouvernement britannique.

Le dirigeant du SDLP, John Hume, prix Nobel de la paix 1998, a annoncé que son parti « répondra positivement à une invitation pour rejoindre l'organe de contrôle de la police (chargé de gérer la réforme) et nous encourageons les membres de toutes les sections de la communauté à rejoindre le nouveau service de la police ».

La décision du SDLP intervient quelques heures après l'annonce que l'Église catholique en Irlande du Nord soutenait également la réforme.

La police d'Ulster ou Royal Ulster Constabulary (RUC) était constituée jusqu'à présent à 92 % de protestants. L'accord de paix historique signé le 10 avril 1998 prévoyait une réforme de cette police pour permettre de constituer un effectif équilibré, comptant autant de catholiques que de protestants.

Au cours des 30 années de troubles en Irlande du Nord, le RUC a souvent été accusé par les catholiques de discrimination, voire de collusion avec les paramilitaires loyalistes protestants.

À MIDI AUJOURD'HUI

Le SDLP est le premier parti politique de la province à se prononcer formellement sur la réforme de la police, l'un des trois points clés de l'accord de paix encore non résolu, avec le désarmement des milices paramilitaires et la démilitarisation de la province.

Le gouvernement britannique a donné jusqu'à midi aujourd'hui aux partis nord-irlandais pour se prononcer sur la réforme.

Le parti républicain catholique du Sinn Féin, aile politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), s'était déclaré hostile à cette réforme avant même la publication vendredi des 70 pages de propositions.

Le parti unioniste d'Ulster (UUP) du protestant David Trimble doit encore s'exprimer. La démission de David Trimble de son poste de premier ministre de la province le 1<sup>er</sup> juillet, en protestation contre l'absence de désarmement de l'IRA, avait entraîné un nouveau blocage du processus de paix.

MACÉDOINE

## Ralston accueilli par un geste de bonne volonté

SKOPJE (AFP)—Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Joseph Ralston, a conduit hier à Skopje une mission expresse d'évaluation dans la perspective d'un déploiement complet de l'OTAN, et obtenu un geste de bonne volonté des autorités macédoniennes.

Les pièces du puzzle commencent à se mettre en place l'une après l'autre en vue de l'arrivée de la mission « Moisson essentielle » de collecte par l'OTAN des armes de la guérilla albanaise.

À peine Joseph Ralston avait-il posé les pieds à Skopje que les autorités macédoniennes rendaient publiques plusieurs concessions : un repositionnement de leurs troupes sur le terrain pour faciliter la tâche de l'OTAN et une suspension du survol par avion ou hélicoptère des zones sensibles.

« Les forces de sécurité macédoniennes sont prêtes dès aujourd'hui à changer leurs positions actuelles (...) dans la perspective de la mise en place des conditions nécessaires au lancement de l'opération de désarmement des terroristes albanais », annonçait en particulier un communiqué du ministère de la Défense.

Dès dimanche, l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine avait confirmé qu'elle rendrait volontairement ses armes à l'OTAN.

En quelque quatre heures à Skopje, Joseph Ralston a procédé à une « évaluation personnelle » de la situation, selon le porte-parole de l'OTAN à Skopje, le commandant Barry Johnson. Il en rendra compte aujourd'hui au Conseil de l'Atlantique Nord, qui doit encore se prononcer sur l'envoi de l'ensemble de la force, composée de 3500 hommes.



# ÇA DÉMÉNAGE!



## Voici la nouvelle Elantra GT 2002. Une sportive cinq portes qui a du coffre.

La toute nouvelle et sportive Elantra GT d'inspiration européenne offre un équipement de série si généreux que la concurrence ne saura plus sur quel pied danser!

- Moteur 2 litres de 140 HP
- Suspension indépendante aux 4 roues à calibrage européen
- Freins assistés à disque aux 4 roues • Pneus Michelin
- Climatiseur
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs
- Télédéverrouillage avec alarme
- Roues en alliage d'aluminium de 15 po à 5 rayons
- Dossier rabattable 60/40 à l'arrière
- Essuie-glace/lave-glace de lunette arrière
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Volant et pommeau de levier de vitesses gainés de cuir
- Instrumentation VDO avec éclairage violet et totalisateur partiel électronique
- Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards



À partir de 18 495 \$\*\*

Louez à partir de 249 \$\* par mois/48 mois.  
Ou 3,8 % de financement à l'achat.\*



Un essai vous convaincra.

[www.hyundaicanada.com](http://www.hyundaicanada.com)

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS : Garantie globale limitée de 3 ans/60 000 km • Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Garantie de 5 ans contre les perforations

\* Assistance routière 24 heures de 3 ans/60 000 km comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit à toute heure.



\*Programme de location de Les services financiers Hyundai pour une Elantra GT 2002 neuve. PDSF à partir de 18 495 \$, taux d'intérêt annuel de 7,12 %, mensualités de 249 \$ pour 48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 11 952 \$, option d'achat de 9217 \$, comptant de 1695 \$, première mensualité exigée, dépôt de sécurité de 0 \$. Frais de transport et de préparation inclus. Taxes, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. \*\*PDSF de l'Elantra GT 2002 à partir de 18 495 \$, frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus du PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Taux annuel de financement à l'achat de 3,8 % pour tous les modèles Elantra GT 2002 pour une période de 24, 36 ou 48 mois. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 3,8 % équivaut à des mensualités de 224,90 \$ pour 48 mois. Coût de prêt de 795,20 \$, pour une obligation totale de 10 795,20 \$. Les offres de location et de financement à l'achat sont d'une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

**Automobiles Lévi Ltée**  
144, rte Kennedy  
Lévis 833-7140

**Luxoto Inc.**  
484, Côte Joyeuse  
St-Raymond  
990-0283

**Ste-Foy Hyundai**  
2650, Dalton  
Ste-Foy 654-9292

**M. Lessard Ltée**  
659, boul. St-Joseph  
Québec 623-5471

**Ruby Auto Inc.**  
2272, rue Notre-Dame Nord  
Thetford Mines 338-4665

**Garage Jean-Roch  
Thibeault**  
909, Mgr-de-Laval  
Baie-St-Paul 435-2379

**Hyundai St-Georges**  
10 555, Ire Avenue  
St-Georges Est  
Comté de Beauce 228-8814

**Montmagny Hyundai**  
150, boul. Taché Ouest  
Montmagny 248-7877

**Rivière-du-Loup Hyundai**  
289, Témiscouata  
Rivière-du-Loup 862-8144

**Boulevard Hyundai**  
40, boul. Comeau  
Baie-Comeau 294-2886

**Automobiles Hyundai  
Matane**  
1560, du Phare Ouest  
Matane 562-4444

**Nadeau Hyundai**  
680 Main Street  
St. Basile, New Brunswick  
(506) 263-5505

**Portier Automobiles Inc.**  
100, Napoléon  
Sept-Îles 962-1828

**Gaspésie Auto Inc.**  
Route 132  
Bonaventure Ouest  
Bonaventure 534-2191

**Rimouski Hyundai**  
375, boul. Ste-Anne  
Pointe-au-Père 724-2231

**Vigneau Hyundai**  
1199, Chemin Principal  
Étang-du-Nord 986-5006

**Roberge Hyundai**  
545, rue Clémenceau  
Beauport 666-2000

# OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président et Éditeur ALAIN DUBUC

Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR

Directeur de l'Éditorial J.-JACQUES SAMSON

ÉDITORIAL

## De La Malbaie à Québec

**M**anifestement, Rosaire Bertrand n'est pas encore imprégné de son nouveau rôle de ministre responsable de la Capitale nationale. Celui de député de Charlevoix lui colle à la peau. S'il apprend à coiffer les deux chapeaux et à inculquer aux gens de l'agglomération de Québec que la solidarité et une vision globale de l'économie régionale valent mieux que l'éparpillement et les chicanes de clochers, M. Bertrand pourrait alors devenir un atout pour le développement de la capitale.

Il doit cependant s'empresse « d'arriver en ville ». Il est vrai qu'il a été promu ministre de la Capitale nationale en juin, à quelques heures des vacances, à la toute fin de la session parlementaire. Il est cependant étonnant qu'un ministre de la Capitale nationale vienne de découvrir qu'il y a des travaux sur le chemin Saint-Louis, à quelques pas de la Grande Allée...

Un détail, direz-vous. Mais il s'ajoute à l'étonnement d'entendre le ministre de la Capitale parler aussi abondamment de Charlevoix que de Québec, en entrevue. Le tourisme dans Charlevoix, la pauvreté dans Charlevoix, les possibilités d'introduire la haute technologie dans Charlevoix. De quoi rassurer les électeurs de Charlevoix sur l'intérêt que leur porte leur député, mais qui laisse croire que ceux de la Capitale sont orphelins.

On s'attendrait d'un ministre de la Capitale qu'il élabore sur ses projets pour la rendre plus forte, plus attrayante et dynamique tant au plan économique, social que culturel. M. Bertrand a beau dire que la région de Québec s'étend de Portneuf à Charlevoix, et que Lévis devra aussi être sérieusement considérée avec la création de la Commission métropolitaine de Québec, ce n'est ni Saint-Raymond ni Saint-Siméon qui en est et en deviendra le moteur et le pôle d'attraction, mais bien la future grande ville de Québec.

Le temps et l'apprentissage de la fonction apporteront sûrement les ajustements nécessaires. Il faut faire confiance au pragmatisme de M. Bertrand. C'est d'ailleurs ce pragmatisme qui pourrait donner un souffle à la région de la capitale et lui permettre de se développer davantage.

Il faut en ce sens saluer l'intention du ministre de faire le ménage dans la multitude d'organismes socio-économiques de la région qui crée confusion, dédoublement, division des forces en plus de drainer des millions de dollars de fonds publics. Rosaire Bertrand préconise bien sûr dans un premier temps les regroupements volontaires, mais ne renoncera pas à couper les vivres à certains organismes pour accélérer certains regroupements. Après les fusions municipales forcées, les fusions d'organismes forcées? Même à la veille d'un rendez-vous électoral, le ministre est prêt à agir si cela favorise le développement de la capitale. Espérons qu'il ne fléchira pas et qu'il mettra en application ce que d'autres ont promis avant lui.

Poussant plus loin la concertation, Rosaire Bertrand invite de plus les candidats aux élections municipales de l'automne à placer les intérêts de la région et de ses habitants au-dessus d'une guerre stérile entre péquistes et libéraux et entre souverainistes et fédéralistes.

On peut certes percevoir dans ce souhait le désir d'un ministre péquiste de ne pas voir répéter dans la capitale la défection des électeurs de la région comme au référendum de 1995 et un recul similaire à celui du Bloc québécois au dernier scrutin fédéral. On peut aussi voir un appel à faire progresser la capitale plutôt que de la laisser se ratatiner et déposséder au profit de Montréal et de ses environs.

Le pragmatisme de Bertrand est également un atout dans ses relations avec ses homologues fédéraux. Pour le bien de la population, il se dit prêt à travailler avec des fédéralistes, surtout si, comme Martin Cauchon, ils viennent de Charlevoix.

Une attitude conciliante qui tranche avec celle de son prédécesseur, Paul Bégin. Les amateurs de polémique seront sans doute déçus par le style du nouveau ministre, mais la capitale sera peut-être ainsi mieux servie.



RELANCE DE L'USINE GASPÉSIA

## Le « coup de pouce » inespéré de Claude Blanchet

**CHANDLER** — La sortie, la semaine dernière, du président de SGF-Rexfor, Claude Blanchet, à l'endroit de l'homme d'affaires Clermont Levasseur, chargé de mener à terme le redémarrage de la papeterie Gaspésia de Chandler, pourrait bien avoir pour effet d'accélérer le règlement du montage financier de la relance de 450 millions \$.

Même si, sur le fond, M. Blanchet posait des questions sensées, les termes utilisés et les allusions non voilées, mettant en doute la compétence de M. Levasseur pour piloter cette ambitieuse relance, relevaient d'un manque de tact et de délicatesse qui font douter des motifs réels du président de SGF-Rexfor.

Cette société publique est sollicitée par le propriétaire de l'usine de Chandler, le Fonds de solidarité de la FTQ, afin d'injecter 50 à 60 millions \$ dans l'équité du projet de 450 millions \$. Le but est de porter cette équité à environ 120 millions \$. Le reste du financement viendra d'emprunts bancaires, de subventions et de prêts de Québec et d'un prêt d'Ottawa.

M. Blanchet, un ancien du Fonds de solidarité de la FTQ, a profité d'un entretien au SOLEIL pour exprimer ses doutes sur la solidité de l'équipe en place pour réaliser le projet. Il manque, un « opérateur » de pâtes et papiers, une compagnie capable de piger dans sa poche. Si ces réserves de M. Blanchet sont légitimes, quoique non prouvées, il n'aurait pas dû dire que « 500 millions \$, c'est une grosse shop et que c'est drôlement fragile de partir avec une personne comme ça ».

Dans les faits, M. Blanchet semble n'avoir jamais digéré le choix fait par Abitibi-Consolidated, ex-proprétaire responsable de la fermeture de la Gaspésia, de céder l'usine pour 36 millions \$ au Fonds de solidarité de la FTQ en juillet 2000. SGF-Rexfor s'était alliée à

la firme Tembec pour acheter l'usine et la relancer.

Depuis octobre 2000, date à laquelle la SGF-Rexfor a « réitéré » son intérêt au Fonds de solidarité pour « suggérer » l'ajout d'un partenaire stratégique, M. Blanchet et le président de Tembec, Frank Dottori, tentent des coups de force pour supplanter Clermont Levasseur, pourtant désigné dès le printemps 2000 pour piloter le dossier du Fonds de solidarité de la FTQ.

Les remarques de M. Blanchet à l'endroit de Clermont Levasseur s'inscrivent dans ces coups de force, qui ont été faits en coulisses, jusqu'à la publication des propos du président de SGF-Rexfor jeudi. Ces coups de force sont communs dans notre société capitaliste.

Pour Tembec, l'enjeu est grand. L'acquisition de la Gaspésia lui donnerait un contrôle presque complet sur les achats de copeaux dans la péninsule gaspésienne et dans l'est du Bas-Saint-Laurent. Tembec possède déjà l'usine de pâte de Matane et une autre usine de pâte à Atholville, au Nouveau-Brunswick, à un jet de pierre de la frontière gaspésienne. L'acquisition de la Gaspésia lui aurait permis de mettre en position extrêmement vulnérable des firmes de sciage comme le Groupe GDS et le Groupe Cédrico, qui dépendent de la vente de copeaux pour compléter leurs revenus.

Les visées de Tembec s'orientent également sur le contrôle de l'approvisionnement de bois de 360 000 mètres cubes jadis réservé à l'usine Gaspésia, et que l'État québécois redistribuera dès que le redémarrage de la papeterie sera assuré.

Bien que justifiées sur le plan capitaliste, les ambitions de Tembec pourraient placer le reste de l'industrie forestière gaspésienne dans une position précaire. La compagnie serait en mesure de prendre le contrôle des activités du

Groupe GDS en Gaspésie à plus ou moins court terme et probablement d'autres firmes plus modestes.

De plus, si Tembec prend le contrôle de l'approvisionnement de bois de la Gaspésie, un important projet de diversification de l'économie gaspésienne, l'usine de panneaux gauffrés du Groupe GDS, dans laquelle le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie possède un intérêt important, ne se réalisera pas. Et l'économie de la péninsule a grandement besoin d'assurer une pluralité de productions forestières et de sources d'achat de fibre.

**L'acquisition de la Gaspésia par Tembec lui donnerait un contrôle presque complet sur les achats de copeaux dans la péninsule gaspésienne et dans l'est du Bas-Saint-Laurent**

Tembec n'a pas non plus dévoilé publiquement l'ensemble de ses projets pour la Gaspésie et pour le bois qui y entrerait jadis. Le duo Levasseur-Fonds de solidarité a mis ses cartes sur la table. Produire du papier glacé haut de gamme avec une technologie scandinave à la fine pointe de la technologie est beaucoup plus prometteur à ce stade que le mystère dont s'entourent Tembec et SGF-Rexfor. Et ça ne ressemble pas à Tembec d'investir dans un projet sans en prendre le contrôle.

Si le président de SGF-Rexfor voulait torpiller le projet de Clermont Levasseur, il semble s'être trompé. Sa sortie a resserré les rangs autour de Clermont Levasseur. La visibilité donnée à cet événement oblige en outre le gouvernement du Québec à bouger plus vite pour statuer sur l'ampleur de son aide à l'équipe du Fonds de solidarité de la FTQ.

S'il fallait que le chantier de refonte de l'usine de Chandler ne démarre pas cet automne, le Parti québécois en paierait un prix très lourd lors de la prochaine élection.



Gilles Gagné

Collaboration spéciale

**La visibilité donnée au dossier force Québec à agir vite**

CARREFOUR DES LECTEURS

### Les casinos flottants, une petite mine d'or pour Loto-Québec

Loto-Québec annonçait dernièrement qu'elle entendait donner un virage international à ses activités. J'estime qu'il s'agit là d'une bonne décision, compte tenu des récriminations que ne manquaient pas de soulever ses méthodes énergiques de mise en marché au Québec. Le marché international offre des occasions importantes qu'il ne faudrait pas manquer de développer au profit des Québécois. À cet égard, il me semblerait opportun que Loto-Québec s'implique dans le marché des croisières qui devient de plus en plus en vogue, auprès des voyageurs. Loto-Québec vient d'ailleurs de faire un premier pas en ce

sens, en s'impliquant dans la restauration de la *Marie-Clarisse*. Je pense qu'elle devrait déjà songer à un projet plus ambitieux de casinos flottants. Loto-Québec pourrait s'associer à d'autres partenaires, comme la Caisse de dépôt, la SAQ, le Groupe Transat, le Fonds de solidarité, le Groupe Desgagnés, Tourisme Québec et d'autres entreprises pouvant apporter leur expertise dans l'élaboration, la mise en œuvre et la gestion d'un tel projet. Loto-Québec donnerait ainsi une chance aux chantiers navals québécois de développer une nouvelle expertise, tout en procurant du travail à des centaines de travailleurs spécialisés et en offrant des stages aux étudiants des écoles d'hôtellerie, d'ingénierie et de technologies maritimes. Enfin, Loto-Québec pourrait, par la même occasion, faire une œuvre sociale en retirant un certain nombre

de ses appareils à vidéopoker du marché québécois pour les installer à l'intérieur de ses casinos flottants. Ces casinos flottants offrant toute la gamme des produits de Loto-Québec pourraient faire découvrir le fleuve Saint-Laurent et son estuaire à des clients fortunés provenant de partout dans le monde. Les activités pourraient se prolonger en hiver vers les mers du Sud ou d'autres destinations très courues. Cette initiative entraînerait un achalandage plus grand de nos aéroports, des retombées pour les ports et les attractions touristiques situés le long du Saint-Laurent, une visibilité internationale pour nos artistes et artisans, des débouchés intéressants pour les produits de chez nous et une occasion inespérée pour tous les jeunes qui rêvent de découvrir le monde, en faisant carrière dans un domaine qui, il n'y a pas si longtemps encore,

occupait une place prépondérante dans le cœur des Québécois. À quand la première mise en chantier? **André Bruneau**

### Prendre le temps de lire avant de critiquer

Décidément, Frédéric Lévesque de Sainte-Foy qui intervenait récemment dans vos pages n'a pas lu le document proposé par les jeunes libéraux lors de leur congrès annuel qui s'est tenu la fin de semaine dernière. On accuse les jeunes libéraux de lâcheté. C'est faire preuve de paresse intellectuelle et de dogmatisme que de faire une telle intervention sans savoir de quoi les jeunes libéraux ont discuté. Les sujets principaux de ce congrès étaient la culture québécoise dans la mondialisation, la langue française, l'environne-

ment, le travail, bref, des sujets amenant une réflexion au-delà des critiques premières sur le capitalisme et visant justement à éviter que les particularités développées par le peuple québécois, que ce soit au niveau des politiques sociales ou de notre façon de vivre ensemble, ne soient pas vouées à une harmonisation complète avec les autres États. De plus, le document intitulé *Une autre vision du monde* fait état de l'importance du courant social dans la mondialisation par rapport au primat de l'économie qui semble actuellement être tenu pour acquis. Il aurait été préférable pour l'intervenant de lire le document et de s'intéresser au fond des débats tenus plutôt que d'accuser quiconque de lâcheté.

**Karine Cousineau**  
Coordonnatrice aux affaires politiques de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec

les



**RBC**  
**Groupe**  
**Financier<sup>mc</sup>**

SERVICES BANCAIRES • PLACEMENTS • ASSURANCES

On s'affiche peut-être  
différemment, mais on continue  
d'afficher les mêmes valeurs.



1901



1901-1962



1962-1974



1974-2001



2001

Nous modifions peut-être notre allure, mais notre engagement reste le même. Vos attentes comptent pour nous. Nous savons que vous recherchez une relation de confiance solide et une expertise fiable. Sans parler de la sécurité, de l'innovation et de la continuité que seule une institution d'envergure internationale, fidèle à ses racines, peut offrir.

En 1869, nous avons créé une banque régionale. En 1901, animés par la volonté de refléter la réalité et les espoirs des gens d'ici, nous sommes devenus la Banque Royale du Canada. Un siècle plus tard, notre groupe compte parmi les chefs de file nord-américains en matière de services bancaires, de placements et d'assurances. Nous avons fait du chemin. En cours de route, bien des choses ont changé. Mais nous n'avons jamais perdu de vue l'essentiel : notre avenir sera prometteur uniquement si celui de nos clients l'est. Et ça, ça ne changera jamais.

Pour en savoir plus, composez le 1 800 769-2599.